



**RAPPORT FINANCIER**  
**ANNUEL 2015**

## SOMMAIRE

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration .....	3
États Financiers consolidés au 31 décembre 2015 .....	14
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés .....	65
Comptes sociaux exercice 2015 .....	67
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.....	82
Attestation du Directeur Financier .....	84

# RAPPORT DE GESTION SIMPLIFIÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (EXERCICE 2015)

Le présent rapport de gestion figurant dans le Rapport Financier Annuel n'est pas le rapport de gestion qui est présenté à l'Assemblée des actionnaires. Le rapport de gestion destiné à l'Assemblée des actionnaires est complété des informations édictées par le code de commerce (informations sociales et environnementales, rémunérations des dirigeants...) et est mis à la disposition des actionnaires selon les modalités visées à l'article R.225-83 du code de commerce.

La présentation générale de l'activité du Groupe est développée dans le Rapport d'activité disponible sur le site internet ([www.savencia-fromagedairy.com](http://www.savencia-fromagedairy.com))

## Activité de la Société, de ses filiales et des sociétés contrôlées

Au cours de l'exercice 2015, SAVENCIA Fromage & Dairy (nom commercial de SAVENCIA SA) voit l'évolution de son chiffre d'affaires impacté par la baisse du prix du lait et des cotations de produits industriels. Cependant, l'évolution favorable du résultat opérationnel courant démontre la bonne résistance du Groupe qui s'appuie sur ses performances à l'International. La force de ses marques majeures et la poursuite de ses efforts de compétitivité ont également contribué à ce résultat.

### NORMES COMPTABLES

Les comptes consolidés de SAVENCIA SA ci-après dénommée SAVENCIA Fromage & Dairy ont été établis en appliquant les normes IFRS en vigueur, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe a appliqué les amendements et nouvelles normes applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, en particulier l'interprétation IFRIC 21 sur la comptabilisation de taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12 Impôts. Cette interprétation stipule que le fait générateur de la comptabilisation du passif est constitué par la date déclenchant l'obligation légale du paiement de la taxe. Elle s'applique en particulier en France à la comptabilisation de la C3S dont la charge est désormais comptabilisée à 100 % au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant, c'est-à-dire lorsque la taxe devient exigible. Par ailleurs, la taxe foncière est dorénavant comptabilisée à 100 % dès le 1<sup>er</sup> janvier. L'étalement de la charge sur l'année n'étant plus autorisé, les comptes intermédiaires s'en trouvent impactés sans avoir pour autant d'incidence sur les comptes annuels.

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe s'est désinvesti de ses participations minoritaires mises en équivalence dans les sociétés espagnole Capsa (28 mai) et allemande Andechser Molkerei Scheitz GmbH (1<sup>er</sup> octobre). Le Groupe a également procédé le 31 décembre au rachat de la participation minoritaire du capital d'Advanced Foods Products LLC aux États-Unis suite à l'exercice de l'option d'achat des titres détenus par l'actionnaire minoritaire. Cette société est désormais détenue à 100 %.

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe avait cédé sa participation dans la société Rupp, pris le contrôle exclusif de la société Delaco en Roumanie, suite à un rachat complémentaire de 20 % à compter du 1<sup>er</sup> avril, et procédé à l'acquisition complémentaire de 33,3 % de la société Corman Deutschland GmbH en juin. Le Groupe avait également procédé, au cours du mois de décembre 2014, à la cession de participations dans Emmi Fondue AG et Ground Dairy Industry Company ainsi que des titres de la filiale Schratte aux États-Unis le 31 décembre 2014.

### ACTIVITÉ ET RÉSULTAT

L'éclatement géographique de ses marchés ainsi que la diversité de ses métiers permet à SAVENCIA Fromage & Dairy de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différentes composantes des prix de revient. La demande des consommateurs n'évolue en effet pas de la même façon sur les marchés matures et sur les zones en développement. Elle peut varier en fonction du type de produits de grande consommation et de l'intensité des actions commerciales entreprises. Les variations des cotations mondiales des produits industriels n'affectent normalement pas les activités « Produits Fromagers » et « Autres Produits Laitiers » aux mêmes moments, avec la même ampleur et dans le même sens. La répercussion d'éventuelles hausses de prix de revient s'appuie sur la force des marques et le caractère souvent innovant des offres faites aux consommateurs.

L'année 2015 est caractérisée par un déséquilibre global de l'économie laitière mondiale provenant d'une augmentation notable de la production laitière en Europe, Amérique du Nord et Australie, dans un contexte de ralentissement des exportations vers la Chine et de l'embargo russe. Il en résulte une baisse significative du prix des matières laitières et des cotations des produits industriels qui impacte directement les comptes du Groupe. Ainsi, les résultats de l'exercice 2015 sont contrastés, entre :

- une baisse du chiffre d'affaires qui se trouve pénalisé par un effet négatif sur les prix de vente pour l'ensemble des marchés et des activités, cet impact étant partiellement compensé par le dynamisme des produits à marques stratégiques et les efforts constants d'innovation et de renforcement de la valeur ajoutée ; et
- une hausse du résultat opérationnel courant favorisé par la bonne orientation des coûts de production et le renforcement à l'International.

Les plans d'amélioration des performances engagés continuent à porter leurs fruits.

Au 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires consolidé de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **4 441,9 millions d'euros** contre **4 606,9 millions d'euros** pour la même période de l'année précédente, en retrait de **3,6 %**.

À périmètre et taux de change constants, l'évolution est négative de 2,9 %. L'effet de structure est de -2,5 % résultant de la cession fin décembre 2014 de la société Schratte, société nord-américaine d'importation et de distribution. L'effet de change est favorable de 1,9 %, grâce en particulier au renforcement du dollar américain et du yuan chinois face à l'euro.

La part du chiffre d'affaires réalisé hors de France passe de 68,1 % en 2014 à 69,5 % en 2015.

**Le résultat opérationnel courant progresse de 38,1 % par rapport à 2014.** Il s'élève à **151,9 millions d'euros**. La marge opérationnelle courante est de 3,4 %. Elle s'élevait à 2,4 % du chiffre d'affaires en 2014. Cette évolution résulte :

- d'une amélioration du mix volume dans certaines activités et la résistance des volumes des marques stratégiques ;
- de la détente des coûts matières au niveau mondial et de l'évolution favorable des devises ;
- de la poursuite des actions de rationalisation.

Ces effets favorables ont cependant été affectés par :

- un contexte économique difficile sur de nombreux marchés ;
- la pression continue exercée sur les prix de vente des produits de grande consommation notamment en France et en Allemagne ;
- l'effet négatif de la chute des cotations des produits industriels supérieur à la baisse du prix du lait.

L'évolution des deux secteurs d'activité au cours de l'exercice 2015 a donc été contrastée puisque :

- Le résultat opérationnel courant des « Produits Fromagers » progresse de 33,9 % en croissance organique par rapport à l'exercice 2014. La marge opérationnelle courante de ce secteur d'activité passe de 3,4 % à 5,3 % en 2015.
- Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » a reculé de 22,4 % à données comparables. Le taux de marge opérationnelle passe de 1,8 % en 2014 à 1,7 % en 2015.

## **Produits Fromagers**

---

**Le chiffre d'affaires des « Produits Fromagers »** est en régression de 4,4 % par rapport à 2014, à **2 602 millions d'euros**, soit 58,6 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 59,1 % en 2014.

Cette baisse du chiffre d'affaires résulte d'un effet prix défavorable sur l'ensemble des marchés en lien avec la baisse du prix du lait en Europe et aux USA, ainsi que de la pression constante exercée sur les prix de vente des produits de grande consommation. L'effet volume-mix est plutôt favorable mais cependant fortement contrasté selon les marchés et les métiers.

La variation du chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance de -0,8 % ;
- un effet de change favorable de 0,8 % qui provient principalement du renforcement du dollar américain et du yuan chinois partiellement compensé par la dépréciation du real brésilien et de certaines devises des pays de l'Europe de l'Est ; et
- un effet de structure défavorable de 4,4 % suite à la vente le 31 décembre 2014 de la filiale Schratte aux États-Unis.

En **France**, le chiffre d'affaires présente une légère baisse avec cependant une bonne résistance des marques stratégiques.

Sur les autres pays **d'Europe**, l'évolution du chiffre d'affaires est également pénalisée par un effet prix négatif sur la plupart des marchés. L'effet volume est globalement légèrement positif mais cependant variable selon les pays, certains d'entre eux souffrant d'une conjoncture économique difficile entraînant un ralentissement de la consommation. Cependant, le dynamisme des marques stratégiques permet de limiter cet impact.

Le chiffre d'affaires à l'**International** est favorisé par un effet de change globalement favorable. En croissance organique, le chiffre d'affaires de la zone progresse grâce à un effet volume positif.

**Le résultat opérationnel courant ressort à 138,8 millions d'euros**, en hausse de 46,7 millions d'euros par rapport à 2014\* et un taux de marge opérationnelle qui progresse de 3,4 % à 5,3 % en 2015. Cette évolution positive du taux de marge provient notamment du redressement de la rentabilité des zones européenne et internationale ainsi que d'un renforcement du mix produits.

## Autres Produits Laitiers

---

Le **chiffre d'affaires** des « **Autres Produits Laitiers** » ressort à **1 962 millions d'euros**, en baisse de 1,7 % par rapport à 2014 et représente 44,2 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 43,3 % en 2014.

Cette variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance de - 5 %, lié principalement à la forte baisse des cotations mondiales des produits industriels qui impacte les prix de vente des ingrédients laitiers ; et
- un effet de change favorable de 3,5 % provenant principalement de l'appréciation du dollar américain et du yuan chinois par rapport à l'euro ;
- il n'y a pas d'effet de structure.

Le **résultat opérationnel courant** des « **Autres Produits Laitiers** » ressort à **33,1 millions d'euros** contre 36,4 millions d'euros en 2014\*. Ce recul se concentre sur l'activité Ingrédients et s'explique principalement par la baisse continue des cotations de produits industriels impactant les prix de vente, en dépit là aussi des impacts positifs de l'évolution du portefeuille produits et du développement de l'International. Le taux de marge opérationnelle courante se contracte légèrement à 1,7 %. Il était auparavant de 1,8 %.

## Éléments non affectés aux activités

---

Le **résultat opérationnel courant des éléments non affectés** s'élève à - 20 millions d'euros contre - 18,5 millions d'euros en 2014. Il représente principalement les charges des sociétés holdings.

Les **éléments non récurrents** s'établissent à - **33,2 millions d'euros**, contre - **12,3 millions d'euros** en 2014. Ils sont liés pour l'essentiel à une moins-value réalisée sur la cession de la participation espagnole Capsa, à des charges et provisions de restructuration résultant des plans d'amélioration des performances engagés et à la constatation de pertes de valeur de certains actifs en Amérique Latine en raison de la situation économique difficile.

Le **résultat opérationnel** s'élève à **118,6 millions d'euros**, en hausse de 21,4 % par rapport à 2014\*.

Les **charges financières nettes** de SAVENCIA Fromage & Dairy ressortent à - **26,4 millions d'euros** pour l'année 2015 comparées à - 30,2 millions d'euros en 2014. L'évolution positive du résultat financier se justifie d'une part, par l'impact de la politique de couverture de taux d'intérêt et de change et d'autre part, par la baisse du niveau d'endettement.

La **quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence** net d'impôt ressort à **8,9 millions d'euros** contre 3,8 millions d'euros en 2014.

L'**impôt sur les résultats** s'élève à **39,2 millions d'euros**, en baisse de 13,4 millions d'euros par rapport à 2014\*. Le taux effectif ressort à 38,7 % contre 36,2 % en 2014\*. Cette évolution résulte essentiellement d'un accroissement des charges non déductibles en 2015.

Le **résultat net des activités poursuivies** s'établit à **62,1 millions d'euros**, à comparer à 45,3 millions d'euros en 2014\*.

Le **résultat net des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées** est non significatif.

Le **résultat de l'exercice** revenant aux actionnaires de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à **57 millions d'euros**. Il était de **39,7 millions d'euros en 2014\***.

## EFFECTIFS

Les **effectifs moyens totaux**, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent **18 911 collaboratrices et collaborateurs en 2015** contre **19 246 collaboratrices et collaborateurs en 2014**, soit une baisse de 1,7 %. À périmètre constant, les effectifs sont en légère baisse de 0,3 %.

Ils se répartissent entre :

- « Produits Fromagers » pour 71,9 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 24,5 % ; et
- effectifs non affectés pour 3,6 %.

## INVESTISSEMENTS

Les **investissements corporels & incorporels** de SAVENCIA Fromage & Dairy sont en baisse de 4,1 % par rapport à 2014, leur montant s'élève à **157,7 millions d'euros** en 2015, par rapport à un montant de **164,4 millions d'euros** en 2014.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- « Produits Fromagers » pour 61 % ;
- « Autres Produits Laitiers » pour 35,3 % ;

---

\* Les données sont exprimées par rapport aux chiffres de décembre 2014 retraités des impacts des retraitements liés à l'interprétation IFRIC 21.

- non affectés pour 3,7 %.

Les **acquisitions** de filiales s'élèvent à **55,9 millions d'euros** en 2015 contre 8,4 millions d'euros en 2014.

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

SAVENCIA Fromage & Dairy a de tout temps considéré ses dépenses de recherche et développement comme un atout fort permettant d'assurer l'innovation et par conséquent la croissance de ses différents métiers. En cohérence avec sa culture et ses principes généraux de fonctionnement, les opérations de développement sont regroupées par pôles technologiques afin de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque métier. Ces opérations sont coordonnées dans le cadre de programmes transversaux. Ces programmes sont dirigés en priorité vers l'alimentation équilibrée et l'exploitation des qualités nutritionnelles du lait.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

## SITUATION FINANCIÈRE

Le **bilan** du Groupe reflète une situation financière toujours saine.

Les **fonds propres**, à **1 270,9 millions d'euros**, varient de + 46,9 millions d'euros par rapport aux comptes 2014<sup>\*</sup>.

L'**endettement net**, à **388,5 millions d'euros**, est en baisse de 81,7 millions d'euros. Il représente **30,6 % des capitaux propres**, contre 38,5 % au 31 décembre 2014.

Les ratios financiers imposés par les contrats de financement sont respectés.

SAVENCIA Fromage & Dairy ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

## CARTOGRAPHIE DES RISQUES<sup>1</sup>

Le Groupe dispose d'une cartographie des risques construite en coordination avec le management, dans le but d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence. La formalisation de la démarche d'analyse des risques (Enterprise Risk Management – ERM) par les principales entités opérationnelles est en cours. Les résultats de ces cartographies locales viendront compléter la cartographie Groupe existante.

**La cartographie des risques comprend les étapes suivantes :**

- Identification des risques : le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation.
- Évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact.
- Analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

**Les principaux risques identifiés au niveau du Groupe sont les suivants :**

- Risque de non-respect de la réglementation

Les activités du Groupe sont soumises à de multiples lois et réglementations changeantes et de plus en plus contraignantes, relatives à la sécurité alimentaire, la protection des consommateurs, la nutrition, l'environnement, ou le droit de la concurrence.

Le Groupe veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires des pays où il opère, et prend les mesures qu'il considère appropriées pour s'assurer de ce respect. Outre une veille permanente afin d'identifier les différentes évolutions réglementaires, il développe par exemple des actions de sensibilisation à destination des collaborateurs concernés et poursuit des actions de formation.

- Risque produit

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochables. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique d'assurance qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou le parapharmaceutique.

\* Les données sont exprimées par rapport aux chiffres de décembre 2014 retraités des impacts des retraitements liés à l'interprétation IFRIC 21.

<sup>1</sup> d'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, au point 5.2.10 de l'annexe aux états financiers consolidés

- Risque d'atteinte sérieuse à la réputation du Groupe ou de ses marques majeures

La réputation du Groupe et son image peuvent être, à tout moment, fragilisées par des événements défavorables portant atteinte à la notoriété de ses produits, ou par la diffusion non contrôlée d'information préjudiciable dans les médias et les réseaux sociaux relative à ses activités, ses sites de production, ses produits ou leur composition.

Face à ce risque, le Groupe s'est doté d'un dispositif de gestion de crise qui a pour objectif de prévenir les crises et de réduire leurs impacts.

- Risque de volatilité des prix matières

Sur l'ensemble des marchés où il opère, le Groupe doit faire face à une volatilité croissante des prix du lait et de la cotation des produits industriels. Cette volatilité s'est accrue en Europe à partir de 2007, puis suite à l'arrêt en 2015 des outils de régulation des marchés laitiers. Dans le cas d'une situation de marché fortement haussière, le Groupe pourrait ne pas pouvoir augmenter ses tarifs auprès des clients distributeurs dans la même proportion et dans les mêmes délais, ce qui contribuerait à peser sur ses résultats.

Face à ce risque, le Groupe peut s'appuyer d'une part, sur un portefeuille unique de marques internationales et locales reconnues sur leurs marchés, sur ses deux métiers complémentaires et contre cycliques Fromage et Dairy qui ont en commun la valorisation de la ressource laitière et d'autre part, sur des partenariats à long terme avec ses producteurs de lait.

- Risque de sinistre majeur sur un site stratégique

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques d'origine interne, sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites, voire sur un site unique. La survenance d'un sinistre entraînant la destruction totale ou partielle de l'un de ces sites pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques incendie avec le concours de ses assureurs et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe a par ailleurs commencé à développer une démarche de Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

- Risque sécurité des hommes

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « LA SÉCURITÉ, C'est mon affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des 10 règles d'or véhicule partout les messages de prévention. Outil central de ce programme, la Visite de Sécurité Comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

- Risques financiers

- Risque de marché

Le Groupe est exposé à des risques financiers à court terme, tels que les risques d'évolution des taux d'intérêt, de change ou des cours des matières premières. Ceux-ci peuvent avoir un impact défavorable sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers.

La politique du Groupe consiste à suivre et gérer ces expositions de manière centralisée et de n'utiliser des instruments dérivés qu'à des fins de couverture économique. Les opérations de marchés font l'objet de procédures strictes. Le risque de change est par ailleurs limité par la stratégie du Groupe visant à produire et commercialiser localement la plupart de ses spécialités.

- Risque de placement

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie, notamment bancaire, dans le cadre de sa gestion financière. La politique bancaire du Groupe a pour objectif de réduire ses risques en diversifiant les contreparties, en privilégiant la qualité de crédit de ces contreparties et leur caractère liquide et en appliquant des limites par contrepartie.

- Risque de financement

Le Groupe a été amené ces dernières années à augmenter son endettement via des financements à court et long termes. Le financement du Groupe fait l'objet d'une politique visant à centraliser et diversifier ses sources de financement et à veiller au respect des covenants liés à ces financements.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement d'importance significative n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

## PERSPECTIVES

La surproduction laitière européenne et le ralentissement des marchés mondiaux continueront à impacter fortement l'année 2016 au-delà de la capacité d'absorption des marchés. Les risques de volatilité seront renforcés par le ralentissement de l'économie mondiale, les incertitudes des pays émergents et la crise pétrolière.

Dans cette situation, SAVENCIA Fromage & Dairy accélère ses efforts d'adaptation et de compétitivité. Le développement des produits de spécialités et de l'International demeurera le moteur de sa croissance.

Confiant dans le bien-fondé de sa stratégie, la force de ses marques, la qualité de ses produits et de ses hommes, SAVENCIA Fromage & Dairy poursuit son développement mondial. Le dialogue permanent avec ses clients et ses producteurs laitiers restera un élément déterminant pour faire face au défi de la crise laitière.

## Société-mère

En 2015, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2014.

### ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

**Les produits d'exploitation** de l'exercice 2015, comprenant principalement les redevances de propriété industrielle et incorporelle versés par les filiales, se sont élevés à 21,8 millions d'euros contre 16,5 millions d'euros en 2014.

**Les charges d'exploitation** de l'exercice 2015 se sont élevées à 37,3 millions d'euros contre 46,2 millions d'euros en 2014.

**Le résultat financier** est positif de 35,4 millions d'euros contre 23,5 millions d'euros en 2014. Cette hausse s'explique essentiellement par la hausse des dividendes reçus.

**Le résultat exceptionnel** est positif de 9,8 millions d'euros contre 6 millions d'euros en 2014. Ce résultat provient essentiellement de l'apport à la valeur réelle d'un immeuble de bureau à une entité du Groupe.

Le poste **impôts sur les bénéfices** est impacté par le régime de l'intégration fiscale dont bénéficient les filiales françaises détenues à 95 % ou plus. Ce régime permet de neutraliser les opérations réalisées au sein du Groupe intégré et de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales.

**Le résultat net comptable**, après prise en compte des amortissements et de l'effet des provisions représente un bénéfice de 38,9 millions d'euros contre un bénéfice de 4,3 millions d'euros en 2014.

Au cours de l'exercice, **les investissements corporels et incorporels** se sont élevés à 2,3 millions d'euros contre 1,7 millions d'euros en 2014. L'apport de l'immeuble mentionné précédemment induit un désinvestissement de 4 millions d'euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement d'un montant de 58 millions d'euros représente un placement de liquidité et les actions auto-détenues.

En accord avec la loi de modernisation de l'économie vous trouverez ci-dessous une décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2015 :

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Échus	Non échus	Total	Échus	Non échus	Total
Fournisseurs français	88	13 050	13 138	225	8 524	8 749
Fournisseurs étrangers			2 087			2 605
<b>TOTAL</b>			<b>15 225</b>			<b>11 354</b>

Le montant des dettes échues au 31 décembre 2015 correspond à des litiges ou retenues de garantie.

En ce début d'année, les premiers mois d'activité n'appellent pas de commentaires particuliers.

### AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui se monte à 38 941 931,58 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 336 904 268,88 euros, constitue un montant disponible de 375 846 200,46 euros, ainsi qu'il suit :

En euros	
Aux actionnaires, un dividende de 1 euro par action, soit, à la date du 9 février 2016 <sup>(1)</sup>	14 004 926,00
Au poste report à nouveau	361 841 274,46
<b>TOTAL</b>	<b>375 846 200,46</b>

(1) À la date du 9 février 2016, 28 004 actions ne bénéficient pas du dividende 2015.

Le dividende sera payé à compter du 18 mai directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de Caceis.

Le Conseil d'Administration propose de fixer la date de détachement du coupon au 16 mai.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au report à nouveau.



Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versés en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions	Dividende Total <sup>(2)</sup>	Dividende net par action	Abattement
2013	2012	14 032 930	18 221 091,20 €	1,30 €	40 %
2014	2013	14 032 930	14 019 350,00 €	1,00 €	40 %
2015	2014	14 032 930	11 220 780,00 €	0,80 €	40 %
2016	2015	14 032 930 <sup>(1)</sup>	14 004 926,00 €	1,00 €	40 %

(1) 28 004 actions à la date du 9 février 2016 ne bénéficient pas du dividende 2015.

(2) Compte tenu des actions n'ouvrant pas droit à dividende.

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu en 2015 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 *quater* du Code Général des Impôts.

## Informations concernant le capital

### CAPITAL SOCIAL

Au 31/12/2015	Capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts <sup>(3)</sup>	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets <sup>(4)</sup>	Droits de vote nets %
Soparind SCA	66,64 %	9 350 953	18 692 770	79,24 %	18 692 770	79,31 %
FCPE <sup>(1)</sup>	2,56 %	359 737	544 337	2,31 %	544 337	2,31 %
Auto-détention <sup>(2)</sup>	0,16 %	21 969	21 969	0,09 %	0	0 %
Public	30,64 %	4 300 271	4 331 505	18,36 %	4 331 505	18,38 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>14 032 930</b>	<b>23 590 581</b>	<b>100 %</b>	<b>23 568 612</b>	<b>100 %</b>

(1) Personnels de SAVENCIA Fromage & Dairy et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 et suivants du Code du Travail, détenant des actions SAVENCIA Fromage & Dairy, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

(2) Y compris contrat de liquidité.

(3) Tenant compte des actions privées de droit de vote.

(4) Excluant les actions privées de droit de vote.

La société Northern Trust détient 8,5 % du capital de votre société au 9 février 2016, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifiable.

Depuis le 28 février 2013, le capital social se compose de 14 032 930 actions de 1 euro de nominal chacune.

### Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat (réf. : article L. 225-100-3 du Code de Commerce)

- La structure du capital social au 9 février 2016, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié :
  - titres au nominatif = 9 782 104 représentant 19 330 587 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
  - titres au porteur = 4 250 826 représentant 4 231 890 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote).
- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :
  - les actionnaires doivent déclarer à la Société les franchissements de seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1 % du capital social ainsi que tous les multiples de ce pourcentage jusqu'au seuil de 34 %, dans les 15 jours de l'inscription en compte des titres, à peine d'être privés du droit de vote dans les conditions prévues à l'article L. 233-14 du Code de Commerce ;
  - un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :
  - participation détenue par SOPARIND SCA directement ou indirectement, au 9 février 2016 = 66,64 % du capital (soit 79,24 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions privées de droit de vote) et 79,33 % en droits de votes nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
  - par ailleurs, la société Northern Trust détient 8,5 % du capital de SAVENCIA Fromage & Dairy au 9 février 2016.
- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :

- aucun.
- Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) :
  - aucun.
- Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :
  - en cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, existence d'un droit de préemption au bénéfice de SAVENCIA Fromage & Dairy pour le rachat de ses propres actions.
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :
  - les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend 4 Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne gouvernance d'entreprise ;
  - la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'Assemblée Extraordinaire.
- Les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :
  - délégations conférées par l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire au Conseil d'Administration pour :
    - augmenter en une ou plusieurs fois le capital en nature, en numéraire ou par incorporation de réserves,
    - le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10 % maximum du capital social,
    - l'augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3 % maximum dudit capital.
- Les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :
  - une clause prévue à cet effet figure dans les principaux contrats de financement. Le montant des emprunts concernés porte sur environ 856 millions d'euros correspondant aux emprunts obligataires et emprunts auprès d'établissements financiers. Les ratios financiers figurant dans les contrats de financement sont respectés.
- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) :
  - aucun au-delà de ce qui est prévu dans les différentes conventions collectives.

## Négociations en Bourse par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2015, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

- 1) S'agissant des programmes d'options d'achat d'actions consentis aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des sociétés affiliées :
  - il a été acheté 26 920 actions au cours moyen de 57,11 euros ;
  - il a été cédé 12 000 actions au cours moyen de 45,56 euros.
- 2) S'agissant de l'animation du marché des titres de la Société, la Société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :
  - 38 052 actions ont été achetées au cours moyen de 57,09 euros ;
  - 41 235 actions ont été vendues au cours moyen de 57,02 euros ;
  - le montant des frais de négociation s'est élevé à 25 000 euros.

Au 31 décembre 2015, votre société détient 21 969 de ses propres actions représentant 0,16 % du capital, pour une valeur d'achat de 1 277 111 euros, ce qui représente un montant de capital total de 21 969 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, jusqu'au 9 février 2016, il est précisé que votre société détient 28 004 actions représentant 0,20 % du capital, pour une valeur d'achat de 1 634 225 euros, ce qui représente un montant de capital total de 28 004 euros.

## Rémunération des dirigeants

Les modalités de rémunération des dirigeants sont explicitées dans le rapport du Président sur l'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne.

S'agissant de l'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux (en application de l'article D.225-104 créé par le décret n°2016-182 du 23 février 2016) :

- a) *Intitulé de l'engagement considéré* : régime de retraite à prestation définie
- b) *Référence aux dispositions légales* : article 39 du Code Général des Impôts et article 137-11 du Code de la Sécurité Sociale
- c) *Conditions d'éligibilité* :
  - être un dirigeant, au sens des accords RTT mis en place dans le Groupe, avoir un contrat de travail et exercer son activité en France ou, être un dirigeant ayant un contrat de travail de droit français, exercer son activité à l'étranger et avoir le statut de détaché ou d'expatrié au sens du Groupe ;
  - avoir perçu une rémunération annuelle supérieure à 5,5 plafonds annuels de la Sécurité Sociale pendant 2 années consécutives.

Le régime a été fermé à tout nouveau salarié du Groupe à la date du 31 décembre 2006 et a pris fin au 31 décembre 2008, remplacé par un régime à cotisations définies « article 83 ».

- d) *Modalités de détermination de la rémunération* :

Le salaire de référence est défini comme la moyenne des rémunérations des 36 derniers mois d'activité (base et primes d'objectif) revalorisée selon l'évolution de l'indice INSEE.

- e) *Rythme d'acquisition des droits* :

Conditions à remplir simultanément pour l'obtention des droits à retraite :

- avoir atteint l'âge de 60 ans ;
- terminer effectivement son activité salariée dans une des sociétés du Groupe au moment du départ à la retraite ou de la mise à la retraite ;
- avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite au titre des régimes de retraite de base Sécurité Sociale et complémentaires (ARRCO et AGIRC TB) ;

RS (retraite supplémentaire) = 0,5 % x N x S avec :

N = comme nombre d'années de présence dans le Groupe, calculé par différence entre :

- d'une part, l'année du départ ;
- et d'autre part, l'année d'entrée dans le Groupe ou l'année d'entrée dans le régime si celle-ci lui est postérieure.

Le nombre ainsi obtenu est arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les bénéficiaires potentiels du présent régime, les droits acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 - issus uniquement le cas échéant de la part financée par l'employeur - au titre du régime à cotisations définies « article 83 » préalablement mis en place au sein du Groupe, viennent en déduction du montant de la retraite supplémentaire (RS) précédemment calculé.

- f) *L'existence éventuelle d'un plafond* : le nombre d'années (N) ne pourra excéder 5 ans

Ainsi, le montant de la retraite supplémentaire (RS) est égal au maximum à 2,5 % du Salaire de référence (S) pour tous les bénéficiaires potentiels du régime.

Les bénéficiaires potentiels n'ayant pas atteint ce plafond au 31 décembre 2006 continuent d'acquérir de l'ancienneté (N) dans la limite de 5 années, jusqu'à l'obtention éventuelle du plafond de 2,5 %.

- g) *Les modalités de financement des droits* : l'engagement global est externalisé au sein d'un contrat d'assurance.

- h) *Charges sociales et fiscales associées à la charge de la société* : 24% sur les contributions.

Les autres éléments d'information figurent dans l'annexe 2 du présent rapport.

## Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration intègre le Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF dans sa démarche de gouvernance.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.code-afep-medef.com>

Toutefois, il est indiqué que 2 dispositions sont appliquées différemment des recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF : les informations contenues dans les tableaux relatifs à la rémunération des dirigeants figurent déjà, pour l'essentiel, dans les différentes rubriques du rapport annuel :

SAVENCIA Fromage & Dairy considère de plus que la présence, au sein de ses comités spécialisés d'au moins deux Administrateurs indépendants suffit pour assurer pleinement leur efficacité.

## Autres sujets relatifs à l'Assemblée Générale Ordinaire

Le contenu des parties suivantes qui concerne l'Assemblée Générale Ordinaire figure dans le rapport de gestion destiné à l'assemblée des actionnaires et n'est donc pas repris dans le présent document.

- **Rémunération des dirigeants**
- **Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF**
- **Consultation des actionnaires sur les éléments de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux**
- **Composition du Conseil d'Administration**
- **Rachat par la Société de ses propres actions**

## Gouvernance

Au 31 décembre 2015, le Conseil d'Administration était composé de onze membres :

- Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration
- Monsieur Armand BONGRAIN
- Monsieur Pascal BRETON
- Madame Dominique DAMON, administratrice indépendante
- Madame Béatrice GIRAUD
- Madame Martine LIAUTAUD, administratrice indépendante
- Monsieur Ignacio OSBORNE, administrateur indépendant
- Monsieur Jean-Yves PRIEST
- Monsieur Xavier PAUL-RENARD
- Monsieur Jean-Michel STRASSER, administrateur indépendant
- Monsieur Thomas SWARTELE

Depuis 2010, Monsieur Alex BONGRAIN cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En 2015, la Direction Générale de la Société était composée de Messieurs Robert BRZUSCZAK et Jean-Paul TORRIS, Vice-Présidents-Directeurs Généraux Délégués.

## TABLEAU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL

Décisions	Opérations	Durée	Observations
<b>AGM du 24/04/2014 = 18<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte</b>	<b>Augmentation de capital</b> Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en numéraire ou par compensation de créances, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières à concurrence de 5 000 000 €, sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	26 mois	Pas d'utilisation en 2015 Expire en juin 2016
<b>AGM du 24/04/2014 = 19<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte</b>	<b>Augmentation de capital réservée aux salariés</b> Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en faveur des salariés pour un montant maximum de 3 % du capital, soit 462 966 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2015 Expire en juin 2016
<b>AGM du 22/04/2015 = 24<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte</b>	<b>Augmentation de capital en rémunération d'apports de titres</b> Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 %, pour rémunérer des apports de titres	26 mois	Pas d'utilisation en 2015 Expire en juin 2017

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## AU 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	12 mois	
		2015	2014 retraité*
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2</b>	<b>4 441 853</b>	<b>4 606 920</b>
Consommations externes	3	- 2 858 157	- 3 146 321
Frais de personnel	4	- 820 190	- 779 342
Dotations et reprises d'exploitation	5	- 119 372	- 112 559
Autres produits et charges d'exploitation	6	- 492 269	- 458 717
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>151 865</b>	<b>109 981</b>
Autres charges opérationnelles	7	- 40 904	- 33 524
Autres produits opérationnels	7	7 681	21 239
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>118 642</b>	<b>97 696</b>
Charges financières	8	- 35 704	- 43 106
Produits financiers	8	9 349	12 867
Quote-part de résultat net des entreprises associées	9	8 936	3 751
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>101 223</b>	<b>71 208</b>
Impôts sur les résultats	10	- 39 203	- 25 808
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>62 020</b>	<b>45 400</b>
<b>Résultat net des activités cédées ou en cours de cession</b>		<b>41</b>	<b>- 127</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>62 061</b>	<b>45 273</b>
Part revenant aux actionnaires de la Société-mère		57 020	39 661
Participations ne conférant pas le contrôle		5 041	5 612
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b> ( <i>en euros</i> )	<b>11</b>		
<b>Part du Groupe</b>			
• de base		4,07	2,83
• dilué		3,97	2,75
<b>Des activités poursuivies</b>			
• de base		4,06	2,84
• dilué		3,96	2,76

## ÉTAT RÉSUMÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	12 mois	
		2015	2014 retraité*
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>62 061</b>	<b>45 273</b>
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion		8 007	12 628
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		5 256	317
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie <sup>(1)</sup>		2 511	- 2 392
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		258	561
<b>Total des éléments recyclables en résultat net</b>		<b>16 032</b>	<b>11 114</b>
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		8 100	- 15 964
Autres mouvements <sup>(2)</sup>			3 157
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		234	- 374
<b>Total des éléments non recyclables en résultat net</b>		<b>8 334</b>	<b>- 13 181</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts</b>	<b>21</b>	<b>24 366</b>	<b>- 2 067</b>
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS</b>		<b>86 427</b>	<b>43 206</b>
Part du Groupe		77 201	38 616
Participations ne donnant pas le contrôle	23	9 226	4 590
<p>(1) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières.</p> <p>(2) Concerne essentiellement le retraitement IFRIC 21.</p> <p>* Le Groupe a appliqué à compter du 1er janvier 2015, avec effet rétroactif au 1er janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21. Les états financiers de l'exercice 2014 ont été retraités en conséquence (voir détail note 33).</p>			

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 2. Bilan consolidé

### ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité*
Immobilisations incorporelles	12	433 707	438 376
Immobilisations corporelles	13	882 520	858 625
Autres actifs financiers	14	31 022	33 644
Participations dans les entreprises associées	9	126 344	188 561
Instruments financiers dérivés non courants	18	17 126	2 398
Actifs d'impôts différés	15	26 076	89 021
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>1 516 795</b>	<b>1 610 625</b>
Stocks et en-cours	16	429 071	440 599
Clients et autres créances	17	790 321	813 822
Créances d'impôts		24 619	25 754
Instruments financiers dérivés	18	3 657	4 320
Autres actifs financiers courants	19	18 394	16 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	371 088	470 356
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>1 637 150</b>	<b>1 771 208</b>
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession		948	1 961
<b>ACTIFS</b>		<b>3 154 893</b>	<b>3 383 794</b>

### PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité*
<b>Capital apporté</b>	<b>22</b>	<b>94 165</b>	<b>94 714</b>
Autres réserves	22	- 23 901	- 44 573
Résultats non distribués		1 100 881	1 072 732
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>1 171 145</b>	<b>1 122 873</b>
Participations ne conférant pas le contrôle	23	99 731	101 109
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE</b>		<b>1 270 876</b>	<b>1 223 982</b>
Provisions	24	106 540	122 371
Emprunts et dettes financières non courants	25	193 439	308 379
Autres passifs non courants	26	28 401	57 100
Instruments financiers dérivés passif non courants	28	6 847	8 033
Passifs d'impôts différés	15	56 698	116 921
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>391 925</b>	<b>612 804</b>
Fournisseurs et autres créditeurs	27	892 460	886 297
Impôts sur les résultats à payer		12 130	7 459
Instruments financiers dérivés	28	1 193	4 226
Emprunts et concours bancaires	25	585 846	648 790
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>1 491 629</b>	<b>1 546 772</b>
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession		463	236
<b>PASSIFS</b>		<b>1 884 017</b>	<b>2 159 812</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>3 154 893</b>	<b>3 383 794</b>

\* Le Groupe a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21. Les états financiers de l'exercice 2014 ont été retraités en conséquence (voir détail note 33).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



### 3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	12 mois	
		2015	2014 retraité*
<b>Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession</b>		<b>41</b>	<b>- 127</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>62 020</b>	<b>45 400</b>
Impôts sur les bénéfices	10	39 203	25 808
Amortissements et provisions	5	119 372	112 559
Plus ou moins-values de cession		15 532	- 20 343
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	9	- 8 936	- 3 751
Charges financières nettes		20 166	17 210
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		5 150	31 887
<b>Marge brute opérationnelle</b>		<b>252 507</b>	<b>208 770</b>
Intérêts financiers payés		- 28 304	- 28 555
Intérêts financiers reçus		8 072	10 505
Impôts sur les résultats payés		- 39 596	- 41 569
Variation du BFR	29	42 078	- 30 850
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies</b>		<b>234 757</b>	<b>118 301</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées ou en cours de cession</b>		<b>- 19</b>	<b>- 33</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION</b>		<b>234 738</b>	<b>118 268</b>
Acquisitions de filiales, d'unités opérationnelles et de participations ne conférant pas le contrôle		- 55 890	- 8 455
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		44 364	28 231
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	- 157 671	- 164 438
Produits résultant de cessions		2 775	5 580
Acquisition/cession d'actifs financiers et variations des autres actifs financiers courants		6 057	80 282
Variation des incidences des apports fusion			23
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	9	13 777	2 557
<b>Flux nets provenant des investissements des activités poursuivies</b>		<b>- 146 588</b>	<b>- 56 220</b>
<b>Flux nets provenant des investissements des activités abandonnées ou en cours de cession</b>			
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS</b>		<b>- 146 588</b>	<b>- 56 220</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>			
Rachat net d'actions propres	22	- 775	94
Augmentation de capital reçue des minoritaires		1 678	
Mouvements de capital concernant les sociétés de mises en équivalence		380	
Émission d'emprunts	25	8 307	143 228
Remboursement d'emprunts	25	- 179 554	- 146 867
Dividendes versés		- 16 538	- 17 861
<b>Flux nets provenant du financement des activités poursuivies</b>		<b>- 186 502</b>	<b>- 21 406</b>
<b>Flux nets provenant du financement des activités abandonnées ou en cours de cession</b>			
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		<b>- 186 502</b>	<b>- 21 406</b>
Incidences des variations de change		17 393	20 365
<b>Augmentation/diminution de la trésorerie</b>		<b>- 80 959</b>	<b>61 007</b>
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	20	<b>328 182</b>	<b>267 174</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	20	<b>247 222</b>	<b>328 182</b>

\* Le Groupe a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21. Les états financiers de l'exercice 2014 ont été retraités en conséquence (voir détail note 33).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 4. Tableau des variations de capitaux propres consolidés

Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société					
<i>En milliers d'euros</i>	Capital apporté (note 22)	Autres réserves (note 22)	Résultats non distribués	Participations ne conférant pas le contrôle (note 23)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2014</b>	<b>94 100</b>	<b>- 40 292</b>	<b>1 048 507</b>	<b>102 969</b>	<b>1 205 284</b>
Dividendes distribués			- 14 019	- 3 842	- 17 861
<b>Total des éléments du résultat global au 31/12/2014 retraité*</b>		<b>- 4 281</b>	<b>42 897</b>	<b>4 590</b>	<b>43 206</b>
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	520				520
• Cession d'actions propres	- 15				- 15
Actions propres rachetées	109				109
Effets de variations de périmètre :					
• Rachat de participations ne conférant pas le contrôle			- 2 025	3 399	1 374
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 2 628	- 6 007	- 8 635
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2014 RETRAITÉS*</b>	<b>94 714</b>	<b>- 44 573</b>	<b>1 072 732</b>	<b>101 109</b>	<b>1 223 982</b>
Dividendes distribués			- 11 221	- 5 317	- 16 538
<b>Total des éléments du résultat global au 31/12/2015</b>		<b>20 672</b>	<b>56 529</b>	<b>9 226</b>	<b>86 427</b>
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	226				226
• Cession d'actions propres	- 775				- 775
Variation de capital				1 678	1 678
Effets de variations de périmètre :					
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 17 159	- 6 966	- 24 125
Autres				1	1
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2015</b>	<b>94 165</b>	<b>- 23 901</b>	<b>1 100 881</b>	<b>99 731</b>	<b>1 270 876</b>

\* Le Groupe a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21. Les états financiers de l'exercice 2014 ont été retraités en conséquence (voir détail note 33).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 5. Notes annexes aux états financiers consolidés

SAVENCIA SA (anciennement dénommée BONGRAIN SA) est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Viroflay (78220). Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est désormais SAVENCIA Fromage & Dairy « Le Groupe ». Son activité s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 2).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 3 mars 2016 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 20 avril 2016.

### 5.1 Base de préparation des états financiers consolidés

---

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB. Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Conformément à la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions, seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs à cette date ne sont pas évalués et ne sont pas comptabilisés.

Le Groupe applique les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Ceux-ci concernent en particulier le Groupe au niveau de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ». Cette interprétation est obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 17 juin 2014, soit pour le Groupe, dont l'exercice comptable coïncide avec l'exercice civil, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette interprétation est d'application rétrospective selon IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ». Dans ce cadre, les États financiers consolidés 2014 sont retraités et les impacts sont présentés en note 33.

L'interprétation IFRIC 21 explicite la date de comptabilisation d'un passif au titre d'une taxe, qui n'entre pas dans le champs d'application d'IAS 12 Impôts, en précisant que la survenance du fait générateur déclenche l'enregistrement comptable du passif. Les principales taxes concernées sont notamment pour la France d'une part, la Contribution sociale de solidarité (C3S) qui était comptabilisée à mesure que les ventes constituant l'assiette étaient réalisées. L'application d'IFRIC 21 conduit désormais à enregistrer la charge au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant, c'est-à-dire lorsque la taxe devient exigible. D'autre part, la taxe foncière est comptabilisée au 1<sup>er</sup> janvier sans possibilité d'étalement de la charge sur l'année, impactant ainsi les comptes intermédiaires mais étant sans effet sur les comptes annuels.

Le Groupe n'applique pas les normes et interprétations d'application obligatoire à partir de l'exercice 2016 mais qui peuvent être anticipés dans les comptes annuels de 2015. Le Groupe revoit l'ensemble de ces nouvelles normes et interprétations afin d'en mesurer l'impact potentiel sur les résultats et la présentation des comptes 2016.

### 5.2 Méthodes de consolidation

---

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

#### 5.2.1 Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquise en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments du prix d'acquisition comprennent :

- les actifs remis au vendeur ;
- les passifs encourus ou éventuels ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un goodwill au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un goodwill à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill complet).

L'écart d'acquisition déterminé à la date de prise de contrôle correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée au titre de la prise de contrôle constatée à la juste valeur à la date d'acquisition, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquise avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IAS 27, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

## 5.2.2 Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

## 5.2.3 Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

## 5.2.4 Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions intra-groupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

## **5.2.5 Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession**

Un groupe d'actifs et de passifs non courants est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne « Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession ». Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne « Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession ».

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

## **5.2.6 Conversion des monnaies étrangères**

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. Ils sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

## **5.2.7 Information sectorielle**

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité de chaque secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs courants et non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

## **5.2.8 Compte de résultat**

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

## **5.2.9 Méthodes d'évaluation et définitions**

### **5.2.9.1 CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services est transféré à l'acheteur. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La disposition des excédents de lait, les échanges entre confrères et la valorisation des co-produits sont traités comme des éléments du coût des matières consommées.

Concernant les programmes de fidélisation de la clientèle, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur en lieu et place de la constatation d'une provision représentative des coûts encourus par le Groupe au titre de ces mêmes avantages, est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

### 5.2.9.2 CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre de ces contrats (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

### 5.2.9.3 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

### 5.2.9.4 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

### 5.2.9.5 IMPÔTS

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres.

Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Par ailleurs, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est classé en diminution des frais de personnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

### 5.2.9.6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

• bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
• machines et équipements	5 à 20 ans
• outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
• véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés conformément à IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Des immobilisations corporelles peuvent être mises à disposition du Groupe par des contrats de location ou de crédit-bail de longue durée. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est supportée par le Groupe, ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de location financement, en inscrivant à l'actif le montant le moins élevé de la juste valeur du bien ou de la valeur actuelle des paiements minimaux lors de la signature du contrat, diminué des amortissements et des pertes de valeur, calculés de la même manière que pour des immobilisations corporelles de même destination. La contrepartie de ces actifs est une dette financière.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations.

### 5.2.9.7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les écarts d'acquisition y compris les zones de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle (selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les écarts d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- (e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

### 5.2.9.8 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Les dits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

Les tests de dépréciation des UGT sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières à 3 ans approuvées par la Direction. Au-delà de la période de trois ans, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sans croissance. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation pour les pays hors zone Euro.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les écarts d'acquisition) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

### 5.2.9.9 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Suivant les raisons qui ont motivé leur acquisition, les actifs financiers sont classés en « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ou en « Titres disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée.

Les créances ne portant pas intérêt sont évaluées à leur juste valeur sur la base du taux de marché.

La majorité des actifs financiers relève de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente et de la catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sauf en cas de baisse significative ou durable, auquel cas, les pertes sont constatées en compte de résultat. Lors de la vente de ces éléments, les ajustements de valeur figurant en capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les créances non courantes et les autres instruments représentatifs de dettes dont les clauses contractuelles prohibent la vente sont désignés comme actifs détenus jusqu'à l'échéance. Ils sont inscrits au bilan selon la méthode du coût amorti net de toute perte de valeur durable constatée.

### 5.2.9.10 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les stocks de lait produit par les troupeaux appartenant au Groupe sont évalués à la juste valeur à la date de production, diminuée des frais estimés du point de vente. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

### 5.2.9.11 CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis ultérieurement évalués à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. La dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les charges constatées d'avance sont incluses dans cette ligne.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

### 5.2.9.12 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS TRÉSORERIE

La ligne trésorerie et équivalents trésorerie se décompose en trésorerie, équivalents trésorerie, titres négociables, placements à court terme et autres. Les équivalents trésorerie regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants », conformément à la norme IAS 7 et aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.



### 5.2.9.13 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie de dérivés. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

### 5.2.9.14 CAPITAL SOCIAL

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

### 5.2.9.15 DETTES À COURT, MOYEN ET LONG TERME

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

### 5.2.9.16 OPTIONS DE VENTE ACCORDÉES AUX DÉTENTEURS DE PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option.

Suite à la révision de la norme IAS 27, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010, l'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe.

Le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy a choisi de figer les écarts d'acquisitions relatifs aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires émises avant la révision de la norme IAS 27. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux propres – part groupe et non plus en écart d'acquisition comme auparavant. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

#### **5.2.9.17 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS**

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges en contrepartie des capitaux propres. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « Capital social » (valeur nominale) et « Prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

#### **5.2.9.18 AUTRES PROVISIONS**

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

## **5.2.10 Gestion du risque financier**

### **5.2.10.1 RISQUE FINANCIER**

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

### **5.2.10.2 RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que le cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés ce qui n'est le cas qu'aux États-Unis.

### **5.2.10.3 RISQUE DE CHANGE**

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

### **5.2.10.4 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement.

### **5.2.10.5 RISQUE DE CRÉDIT**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (*cf. note 17*), des titres de placement (*cf. note 14*), et des instruments financiers dérivés actifs (*cf. note 18*).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

### **5.2.10.6 RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées. En terme de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (*cf. notes 25 et 28*).

#### **5.2.10.7 ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

#### **5.2.10.8 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS**

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (*cf. notes 7, 12, 13, 15, 24*).

#### **5.2.10.9 GESTION DU CAPITAL**

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 2,56 % des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces rachats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Ces actions sont principalement utilisées dans le cadre des programmes d'attribution d'options sur actions du Groupe. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2015.

Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

## NOTE 1. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

---

Au cours de l'exercice 2015 les principales évolutions de périmètre sont les suivantes :

- La cession de 27 % de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA (CAPSA) le 28 mai 2015.
- Le rachat de 35 % du capital d'Advanced Food Products LLC suite à l'exercice de l'option d'achat de ces titres le 31 décembre 2015.

Ces opérations concernent le secteur des « Autres Produits Laitiers ».

- La cession de 24,8 % de la participation dans la société allemande Andechser Molkerei Scheitz Gmbh le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Cette opération concerne le secteur des « Produits Fromagers ».

Au cours de l'exercice 2014, les principales évolutions de périmètre ont été les suivantes :

- La cession d'une participation de 10 % dans la société autrichienne Rupp AG le 4 mars 2014 ;
- La prise de contrôle de Delaco suite à un rachat complémentaire de 20 % au 1<sup>er</sup> avril 2014 ;
- La cession de la participation de 34 % dans Emmi Fondue AG le 22 décembre 2014 ;
- La cession de la participation de 25 % dans Ground Dairy Industry Company le 26 décembre 2014 ;
- La cession de la filiale Schratte aux États-Unis le 31 décembre 2014.

Ces opérations concernaient le secteur des « Produits Fromagers ».

- L'acquisition complémentaire de 33,3 % de la société Corman Deutschland Gmbh le 19 juin 2014.

Cette opération concernait le secteur des « Autres Produits Laitiers ».

## NOTE 2. INFORMATION SECTORIELLE

---

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

**Les « Produits Fromagers »** : ce secteur regroupe la production de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

**Les « Autres Produits Laitiers »** : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Le compte de résultat résumé par secteur d'activité se présente et se rapproche du compte de résultat du Groupe comme suit :

	12 mois		12 mois		12 mois		12 mois	
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>								
CA par secteur	2 602 024	2 721 993	1 961 988	1 996 752	63 581	55 227	4 627 593	4 773 972
CA inter-secteur	- 104 155	- 91 871	- 36 203	- 38 824	- 45 382	- 36 357	- 185 740	- 167 052
<b>CA externe</b>	<b>2 497 869</b>	<b>2 630 122</b>	<b>1 925 785</b>	<b>1 957 928</b>	<b>18 199</b>	<b>18 870</b>	<b>4 441 853</b>	<b>4 606 920</b>
Dotations aux amortissements et provisions	- 77 735	- 75 143	- 33 986	- 29 244	- 7 651	- 8 172	- 119 372	- 112 559
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>138 822</b>	<b>92 053</b>	<b>33 110</b>	<b>36 427</b>	<b>- 20 067</b>	<b>- 18 499</b>	<b>151 865</b>	<b>109 981</b>
Coûts de restructuration	- 11 471	- 14 046	- 1 965	- 1 919		- 429	- 13 436	- 16 394
Dépréciation de valeur d'actif	- 524	381	- 9 682	- 4 407	- 475		- 10 681	- 4 026
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>126 827</b>	<b>78 388</b>	<b>21 463</b>	<b>30 101</b>	<b>- 20 542</b>	<b>- 18 928</b>	<b>127 748</b>	<b>89 561</b>

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	<i>En milliers d'euros</i>							
<b>Total des actifs dont :</b>	<b>1 997 885</b>	<b>1 996 226</b>	<b>1 146 381</b>	<b>1 201 040</b>	<b>10 627</b>	<b>186 528</b>	<b>3 154 893</b>	<b>3 383 794</b>
Participations dans les entreprises associées	121 595	121 034	774	63 317	3 975	4 210	126 344	188 561

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

	12 mois		12 mois		12 mois		12 mois	
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité	2015	2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>								
Investissements incorporels et corporels	96 243	87 616	55 649	68 906	5 779	7 916	157 671	164 438

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

	12 mois	
	2015	2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>		
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>127 748</b>	<b>89 561</b>
Autres charges opérationnelles	- 15 224	- 9 461
Autres produits opérationnels	6 118	17 596
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>118 642</b>	<b>97 696</b>
Charges financières	- 35 704	- 43 106
Produits financiers	9 349	12 867
Quote-part de résultat net des entreprises associées	8 936	3 751
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>101 223</b>	<b>71 208</b>
Impôts sur les résultats	- 39 203	- 25 808
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession	41	- 127
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>62 061</b>	<b>45 273</b>

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs par zone géographique :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>France</b>	<b>Reste de l'Europe</b>	<b>Reste du monde</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>			
Année 2015	1 355 208	1 782 910	1 303 735
Année 2014	1 467 746	1 835 108	1 304 066
<b>Investissements incorporels et corporels</b>			
Au 31 décembre 2015	86 478	30 156	41 037
Au 31 décembre 2014	88 046	33 060	43 332
<b>Total des actifs</b>			
Au 31 décembre 2015	2 693 303	281 761	179 829
Au 31 décembre 2014 retraité	2 867 156	331 390	185 248

### NOTE 3. CONSOMMATIONS EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	<b>12 mois</b>	
	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Marchandises et matières consommées	- 3 087 840	- 3 461 018
Production stockée	3 635	14 699
Production immobilisée	2 641	3 340
Autres matières consommées non stockées	- 223 657	- 236 301
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	447 064	532 959
	<b>- 2 858 157</b>	<b>- 3 146 321</b>

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

### NOTE 4. FRAIS DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	<b>12 mois</b>	
	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Rémunération du personnel	- 532 681	- 508 757
Charges sociales	- 217 225	- 205 563
Participation des salariés	- 13 251	- 11 185
Personnel extérieur à l'entreprise	- 57 298	- 54 243
Subventions	265	406
	<b>- 820 190</b>	<b>- 779 342</b>

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 18 911 personnes en 2015 (contre 19 246 en 2014). Cet effectif se répartit à raison de 7 742 personnes en France, 5 856 personnes en Europe (hors France) et 5 313 personnes dans les autres pays.

Les effectifs employés en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 18 % de cadres, 29 % d'ETAM et 53 % d'ouvriers.

## NOTE 5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En milliers d'euros	12 mois	
	2015	2014
Dotations aux amortissements	- 118 793	- 113 187
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	- 579	628
	<b>- 119 372</b>	<b>- 112 559</b>

## NOTE 6. AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	12 mois	
	2015	2014
Services extérieurs <sup>(1)</sup>	- 452 342	- 425 152
Impôts et taxes <sup>(2)</sup>	- 43 967	- 38 612
Autres produits d'exploitation <sup>(3)</sup>	4 040	5 047
	<b>- 492 269</b>	<b>- 458 717</b>

(1) Dont 0,1 million d'euros de frais d'acquisition (0,0 million d'euros en 2014).

(2) Ce poste est retraité sur l'exercice 2014 en application de l'interprétation IFRIC 21.

(3) Les autres produits d'exploitation comprennent les crédits d'impôt recherche pour 4,0 millions d'euros (3,7 millions d'euros en 2014).

## NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » comprennent en 2015 des dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 10,7 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 13,4 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 3,1 millions d'euros, une moins-value de 13,2 millions d'euros suite à la cession de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA et divers autres éléments représentant un produit net de 0,9 million d'euros.

En 2014, ils sont composés de dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 4 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 16,4 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 4,4 millions d'euros, et divers autres éléments représentant un produit net de 3,7 millions d'euros.

Les pertes de valeurs enregistrées en 2015 et 2014 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;
- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;
- à l'évolution des taux d'actualisation.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégalement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.



Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées. Les taux utilisés sont les suivants :

- 4,5 % pour le Japon ;
- 5 % pour l'Europe de l'Ouest et les États-Unis ;
- 7 % pour l'Europe du Sud ;
- entre 5,5 % et 8,5 % pour les pays de l'Europe Centrale et Orientale membres de l'Union européenne ainsi que la Chine et le Chili ;
- entre 11 % et 21,5 % pour la Serbie, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Uruguay et l'Égypte ;
- 40 % pour l'Argentine ;
- 60,5 % pour l'Ukraine.

En 2015, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, ainsi que du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche. Celles-ci ont conduit à déprécier des immobilisations incorporelles et corporelles pour 9,5 millions d'euros en Amérique Latine et 1,2 million d'euros d'immobilisations incorporelles sur diverses autres entités.

À fin décembre 2015, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 66,6 millions d'euros dont essentiellement 28,4 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 22,8 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 10,8 millions en Amérique Latine et 4,6 millions d'euros en Asie et au Moyen-Orient.

La sensibilité de 0,5 % des taux d'actualisation utilisés aurait un impact de plus ou moins 0,5 million d'euros sur la dépréciation d'une UGT en Amérique Latine. Cette sensibilité n'a pas d'impact sur la dépréciation des autres UGT.

En 2014, les perspectives du plan à long terme ont conduit à déprécier des immobilisations incorporelles pour 4,9 millions d'euros en Amérique Latine. Par ailleurs, des reprises de dépréciation d'actifs corporels sur actifs sous utilisés ont été enregistrées pour 0,9 million d'euros.

## NOTE 8. RÉSULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2015	2014
Charges financières d'intérêts <sup>(1)</sup>	- 24 119	- 24 220
Commissions bancaires	- 5 646	- 7 573
Autres charges financières nettes	- 5 436	- 4 455
Protection de taux d'intérêts net <sup>(3)</sup>		- 4 959
Change net	- 503	- 1 899
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>- 35 704</b>	<b>- 43 106</b>
Produits financiers <sup>(2)</sup>	8 620	12 867
Protection de taux d'intérêts net <sup>(3)</sup>	729	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>9 349</b>	<b>12 867</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>- 26 355</b>	<b>- 30 239</b>
<i>Dont charges d'intérêts, net <sup>(1)+(2)+(3)</sup></i>	- 14 770	- 16 312

Le résultat financier au 31 décembre 2015 est favorisé par la baisse de l'endettement net moyen annuel ainsi que par l'impact de la politique de couverture de taux d'intérêt et de change.

## NOTE 9. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les seules co-entreprises du Groupe sont la société Compagnie des Fromages et RicheMonts (CF&R) en France et sa filiale Sodiaal GmbH en Allemagne détenues à 50 %.

Ce partenariat a été créé début 2008 avec Sodiaal afin de bénéficier de la complémentarité des marques, des moyens industriels, des positions commerciales et des savoir-faire des deux entreprises rapprochées.

Le Groupe détient également des intérêts dans quelques entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2015	2014
Quote-part dans les résultats avant impôts	13 502	9 585
Quote-part dans les impôts	- 4 566	- 5 834
<b>Quote-part nette</b>	<b>8 936</b>	<b>3 751</b>

Au 31 décembre 2015, la variation du poste Participation dans les co-entreprises et entreprises associées s'explique par :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>188 561</b>	<b>218 077</b>
Variation de périmètre <sup>(1)</sup>	- 57 853	- 31 028
Résultat de la période	8 936	3 751
Dividendes distribués	- 13 777	- 2 551
Autres	219	- 372
Variation écart de conversion	258	684
<b>SOLDE FIN DE PÉRIODE</b>	<b>126 344</b>	<b>188 561</b>

(1) Au cours de l'exercice 2015, le Groupe a cédé sa participation de 27 % dans l'entreprise associée CAPSA, ainsi que sa participation de 24,8 % dans Andechser Molkerei Scheitz GmbH.

<i>En milliers d'euros</i>	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité
Actifs courants	169 070	163 211
Actifs non courants	170 063	167 371
<b>ACTIFS</b>	<b>339 133</b>	<b>330 582</b>
Capitaux propres	181 248	171 059
Passifs courants	123 228	124 006
Passifs non courants	34 657	35 517
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>339 133</b>	<b>330 582</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	916	2 123
Passifs financiers courants	370	253
Passifs financiers non courants	9 748	4 809

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Compagnie des Fromages et RicheMonts</b>	
	<b>12 mois</b>	
	<b>2015</b>	<b>2014 retraité</b>
Chiffre d'affaires	555 155	596 220
Résultat net	11 823	11 585
Autres ajustements	225	- 10
Autres éléments du résultat global	467	- 1 462
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>12 515</b>	<b>10 113</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Compagnie des Fromages et RicheMonts</b>	
	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Dividendes reçus de la co-entreprise ou de l'entreprise associée	- 1 049	- 1 415

Réconciliation de ces montants avec la valeur de mise en équivalence :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Compagnie des Fromages et RicheMonts</b>	
	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014 retraité</b>
Capitaux propres	181 248	171 059
Pourcentage de détention	50 %	50 %
Quote-part de capitaux propres	90 624	85 529
Autres ajustements	4 610	4 497
<b>Valeur des intérêts du Groupe dans la co-entreprise</b>	<b>95 234</b>	<b>90 026</b>
Résultat net des entreprises associées	12 048	11 575
Pourcentage de détention	50 %	50 %
<b>Quote-part de résultat net dans les entreprises associées et ajustements</b>	<b>6 024</b>	<b>5 788</b>
<b>Quote-part des entreprises associées dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>234</b>	<b>- 123</b>

## NOTE 10. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

En milliers d'euros	12 mois	
	2015	2014 retraité
Impôts courants	- 45 866	- 29 467
Impôts différés	6 663	3 659
	<b>- 39 203</b>	<b>- 25 808</b>

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidés en raison des éléments suivants :

En milliers d'euros	12 mois	
	2015	2014 retraité
Résultat avant impôts	101 223	71 208
<b>Impôts théoriques aux taux nationaux applicables aux bénéfices dans les pays concernés</b>	<b>29 039</b>	<b>22 354</b>
Effets d'impôts :		
• retraitement de l'impôt des entreprises associées	- 2 791	- 1 639
• des bénéficiaires non assujettis à l'impôt et des charges non déductibles	7 597	- 6 146
• des impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	5 681	5 233
• des crédits d'impôts	- 634	- 253
• de l'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et des dépréciations d'actifs nets d'impôts différés <sup>(1)</sup>	4 220	3 541
• de changement de taux sur les impôts différés	12	1 418
• autres <sup>(2)</sup>	- 3 921	1 300
<b>Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé</b>	<b>39 203</b>	<b>25 808</b>
Taux moyen pondéré constaté	<b>38,73 %</b>	<b>36,24 %</b>

(1) Les pertes fiscales activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits. En 2015, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des 3 années à venir de certaines sociétés ont conduit à enregistrer une dépréciation nette de 4,2 millions d'euros contre une dépréciation nette de 3,5 millions d'euros en 2014.

(2) Dont effet des contrôles fiscaux.

Le taux d'impôt applicable pour la Société-mère est de 38 %.

Le plafonnement des déficits reportables n'a pas entraîné de charge d'impôt supplémentaire sur l'exercice au niveau du Groupe.

## NOTE 11. DIVIDENDES PAR ACTION

---

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 22).

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2014 retraité</b>
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	<b>57 020</b>	<b>39 661</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 025 093	14 025 358
Résultat de base par action	4,07	2,83

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2014 retraité</b>
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	<b>57 020</b>	<b>39 661</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 025 358	14 025 358
Effet dilutif des options d'achats	354 711	394 148
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	14 379 804	14 419 506
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>3,97</b>	<b>2,75</b>

Les dividendes versés en 2015 et 2014 ont été respectivement de 0,8 et 1 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 20 avril prochain de distribuer un dividende de 1 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

## NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition <sup>(1)</sup>	Droits de propriété intellectuelle et Marques <sup>(2)</sup>	Autres droits d'exploitation	Total
<b>Au 31/12/2013</b>				
Coût	277 950	224 624	40 175	542 749
Amortissements et dépréciations cumulés	- 4 303	- 78 408	- 18 159	- 100 870
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>273 647</b>	<b>146 216</b>	<b>22 016</b>	<b>441 879</b>
<b>Exercice 2014</b>				
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>	<b>273 647</b>	<b>146 216</b>	<b>22 016</b>	<b>441 879</b>
Différences de conversion	2 263	13	142	2 418
Acquisitions		5 291	- 208	5 083
Cessions		- 64	- 70	- 134
Dépréciation (Note 7)	- 4 908	- 1		- 4 909
Variations de périmètre	- 1 466	3 521	- 21	2 034
Dotation aux amortissements (Note 5)	-	- 6 391	- 1 604	- 7 995
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>269 536</b>	<b>148 585</b>	<b>20 255</b>	<b>438 376</b>
Impact activités en cours de cession				
<b>Au 31/12/2014</b>				
Coût	278 608	228 783	38 882	546 273
Amortissements et dépréciations cumulés	- 9 072	- 80 198	- 18 627	- 107 897
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>269 536</b>	<b>148 585</b>	<b>20 255</b>	<b>438 376</b>
<b>Exercice 2015</b>				
Valeur nette comptable à l'ouverture	269 536	148 585	20 255	438 376
Différences de conversion	6 727	- 419	108	6 416
Acquisitions		4 357	395	4 752
Cessions		- 36	- 4	- 40
Dépréciation (Note 7)	- 7 424	- 609		- 8 033
Variations de périmètre				
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 6 135	- 1 629	- 7 764
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>268 839</b>	<b>145 743</b>	<b>19 125</b>	<b>433 707</b>
<b>Impact activités en cours de cession</b>				
Coût	281 440	231 619	39 545	552 604
Amortissements et dépréciations cumulés	- 12 601	- 85 876	- 20 420	- 118 897
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>268 839</b>	<b>145 743</b>	<b>19 125</b>	<b>433 707</b>

(1) Le montant des écarts d'acquisitions nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 83,5 millions d'euros contre 81,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Le montant des écarts d'acquisition nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 185,3 millions d'euros contre 188 millions d'euros au 31 décembre 2014.

(2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 90,7 millions d'euros contre 91,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 33,6 millions d'euros contre 33,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 393,1 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 394,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Elles sont composées des écarts d'acquisition et des marques.

## NOTE 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagement	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres	Total
<b>Au 31/12/2013</b>					
Coût	39 957	545 154	1 332 334	272 170	2 189 615
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 477	- 299 222	- 958 119	- 129 485	- 1 388 303
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>38 480</b>	<b>245 932</b>	<b>374 215</b>	<b>142 685</b>	<b>801 312</b>
<b>Exercice 2014</b>					
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE</b>	<b>38 480</b>	<b>245 932</b>	<b>374 215</b>	<b>142 685</b>	<b>801 312</b>
Différences de conversion	583	2 398	4 312	1 266	8 559
Acquisitions	246	26 800	100 538	29 153	156 737
Cessions	- 50	- 2 039	- 1 323	- 828	- 4 240
Dépréciation (Note 7)	- 18	- 232	- 69	- 37	- 356
Reprise de dépréciation (Note 7)	36	451	711	629	1 827
Variations de périmètre	301	666	- 966	326	327
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 23 436	- 68 597	- 13 159	- 105 192
Impact activités en cours de cession	- 71	- 278			- 349
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>39 507</b>	<b>250 262</b>	<b>408 821</b>	<b>160 035</b>	<b>858 625</b>
<b>Impact activités en cours de cession</b>					
<b>Au 31/12/2014</b>					
Coût	40 954	579 596	1 427 458	286 648	2 334 656
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 447	- 329 334	- 1 018 636	- 126 614	- 1 476 031
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE <sup>(1)</sup></b>	<b>39 507</b>	<b>250 262</b>	<b>408 822</b>	<b>160 034</b>	<b>858 625</b>
<b>Exercice 2015</b>					
Valeur nette comptable à l'ouverture	39 507	250 262	408 822	160 034	858 625
Différences de conversion	684	965	301	- 4 552	- 2 602
Acquisitions	1 445	30 521	89 541	25 879	147 386
Cessions	- 180	- 1 043	- 2 334	- 805	- 4 362
Dépréciation (Note 7)	- 180	- 2 259	- 3 437	- 76	- 5 952
Reprise de dépréciation (Note 7)		6	99		105
Variations de périmètre					
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 24 731	- 71 579	- 14 719	- 111 029
Impact activités en cours de cession	71	278			349
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>	<b>41 347</b>	<b>253 999</b>	<b>421 413</b>	<b>165 761</b>	<b>882 520</b>
<b>Au 31/12/2015</b>					
Coût	42 467	607 400	1 510 794	300 724	2 461 385
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 120	- 353 401	- 1 089 381	- 134 963	- 1 578 865
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE <sup>(1)</sup></b>	<b>41 347</b>	<b>253 999</b>	<b>421 413</b>	<b>165 761</b>	<b>882 520</b>
Location financement brut	140	3 983	8 203	7 427	19 753
Location financement amortissements	-	- 3 493	- 6 887	- 3 079	- 13 459
<i>(1) Dont location financement net</i>	140	490	1 316	4 348	6 294

Il a été comptabilisé 42,1 millions d'euros en 2015 et 45,6 millions d'euros en 2014 au compte de résultat au titre de la location financement de matériels et de biens immobiliers. Des emprunts bancaires sont garantis par des terrains et des constructions pour une valeur de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2015 contre 0,4 million d'euros au 31 décembre 2014.

Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un montant de 12,5 millions d'euros en 2015 et 9,1 millions d'euros en 2014.

Le montant des immobilisations en cours représente 107 millions d'euros en 2015 contre 106 millions d'euros au 31 décembre 2014 retraité.

## NOTE 14. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

---

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Titres disponibles à la vente	7 456	7 652
Titres détenus jusqu'à l'échéance	14 162	14 658
Prêts et créances	17 036	18 221
Dépréciation	- 7 632	- 6 887
	<b>31 022</b>	<b>33 644</b>

La dépréciation concerne essentiellement des participations minoritaires classées en titres détenus jusqu'à échéance.

## NOTE 15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

---

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine des dettes fiscales et les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective. Ils comprennent également l'effet des pertes fiscales au titre d'exercices antérieurs. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 54,4 millions au 31 décembre 2014. Ils concernent principalement des pertes reportables.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant du produit d'impôt différé de l'exercice est de 6,7 millions d'euros, essentiellement liés à l'activation des déficits fiscaux reportables.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2015 s'élève à 8,4 millions d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et des titres disponibles à la vente ainsi que sur les gains et pertes actuariels.

Concernant le classement comptable de la C.V.A.E., le Groupe a décidé de qualifier cette cotisation d'impôt sur le résultat. En conséquence, ceci a conduit à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 des impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles existant à cette date pour un montant de 3,3 millions d'euros. Depuis 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la C.V.A.E. est présenté sur cette même ligne.



<i>En milliers d'euros</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 retraité	Charges/ Produits	Variation de juste valeur	Gains/ pertes/ actuariels	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autres variations	Écarts de conversion	Au 31 décembre 2015
Immobilisations incorporelles et corporelles	21 331	- 377					226	- 539	20 641
Provisions	16 735	1 470					- 222	- 222	17 761
Provisions pour avantages du personnel	24 804	2 777	7	- 4 125			- 103	240	23 600
Instruments financiers et autres actifs financiers	9 477	1 475						8	10 960
Actifs d'impôts liés aux déficits reportables	59 917	12 140						- 852	71 205
Autres actifs d'impôts différés	11 107	5 117					- 76 509	53	- 60 232
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>143 371</b>	<b>22 602</b>	<b>7</b>	<b>- 4 125</b>			<b>- 76 608</b>	<b>- 1 312</b>	<b>83 935</b>
Impôts différés actifs non reconnus	- 54 350	- 4 743						1 234	- 57 859
<b>Impôts différés actifs, nets</b>	<b>89 021</b>	<b>17 859</b>	<b>7</b>	<b>- 4 125</b>			<b>- 76 608</b>	<b>- 78</b>	<b>26 076</b>
Immobilisations incorporelles et corporelles	102 519	7 546				- 13		833	110 885
Instruments financiers et autres actifs financiers	7 720	5 641	1 301			13		24	14 699
Autres passifs d'impôts différés	6 682	- 1 990	2 786	151			- 76 577	62	- 68 886
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>116 921</b>	<b>11 197</b>	<b>4 087</b>	<b>151</b>			<b>- 76 577</b>	<b>919</b>	<b>56 698</b>
<b>TOTAL</b>	<b>- 27 900</b>	<b>6 662</b>	<b>- 4 080</b>	<b>- 4 276</b>			<b>- 31</b>	<b>- 997</b>	<b>- 30 622</b>

## NOTE 16. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers	187 082	203 842
Marchandises	19 804	15 655
Produits finis	243 247	240 507
Dépréciation	- 21 062	- 19 405
	<b>429 071</b>	<b>440 599</b>

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2015, une dépréciation des stocks a été enregistrée pour 1,4 million d'euros contre 4,7 millions d'euros en 2014.

## NOTE 17. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Clients	664 605	686 809
Créances fiscales (hors IS) et sociales	72 351	65 232
Débiteurs divers*	58 844	64 062
Charges constatées d'avance et divers	10 247	10 893
Dépréciation	- 15 726	- 13 174
	<b>790 321</b>	<b>813 822</b>

\* *Le poste débiteurs divers comprend des créances à recevoir suite aux opérations de cessions d'actifs.*

Le Groupe a peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les créances clients non garanties et échues depuis plus de six mois non provisionnées représentent 0,8 million d'euros au 31 décembre 2015, contre 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2014.

En 2015, une dotation nette de dépréciation clients de 2,4 millions d'euros a été enregistrée, contre une reprise nette de 0,3 million d'euros en 2014.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances et aux loyers payés d'avance relatifs à l'exercice suivant.

## NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ACTIFS

En milliers d'euros	31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance > 2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	749		749			
Swaps de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	14 702	121 705			14 702	121 705
Option de taux						
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	2 761	58 985	2 761	58 985		
Dérivés sur taux d'intérêts <sup>(2)</sup>	2 424	425 000			2 424	425 000
Dérivés sur matières premières	147		147			
	<b>20 783</b>		<b>3 657</b>		<b>17 126</b>	
Dont classés en actifs courants	3 657		3 657			
Dont classés en actifs non courants	17 126				17 126	
<i>(1) Échéance 2025 et 2026.</i>						
<i>(2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 150 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.</i>						

En milliers d'euros	31 décembre 2014		Échéance 2015		Échéance > 2015	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	527		527			
Swaps de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>						
Options de taux	19		19			
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	3 609	39 243	3 609	39 243		
Dérivés sur taux d'intérêts <sup>(2)</sup>	2 398	365 000			2 398	365 000
Dérivés sur matières premières	165		165			
	<b>6 718</b>		<b>4 320</b>		<b>2 398</b>	
Dont classés en actifs courants	4 320		4 320			
Dont classés en actifs non courants	2 398				2 398	
<i>(1) Remboursé par anticipation le 27/11/2014.</i>						
<i>(2) Échéance 2017 pour 165 000, 2018 pour 150 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.</i>						

## NOTE 19. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie. L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

## NOTE 20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie	175 448	152 345
Équivalents de trésorerie	195 640	318 011
	<b>371 088</b>	<b>470 356</b>

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des actifs disponibles à la vente (SICAV, FCP et DAT).

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	371 088	470 356
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	- 123 866	- 142 174
<b>TRÉSORERIE</b>	<b>247 222</b>	<b>328 182</b>

## NOTE 21. DÉTAIL PAR NATURE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois					
	2015			2014 retraité		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt
Écarts de conversion	8 007		8 007	12 628		12 628
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	8 015	- 2 759	5 256	484	- 167	317
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	3 832	- 1 321	2 511	- 3 650	1 258	- 2 392
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	258		258	561		561
<b>Total des éléments recyclables en résultat net</b>	<b>20 112</b>	<b>- 4 080</b>	<b>16 032</b>	<b>10 023</b>	<b>1 091</b>	<b>11 114</b>
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	12 376	- 4 276	8 100	- 23 316	7 352	- 15 964
Autres mouvements				2 953	204	3 157
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	356	- 122	234	- 570	196	- 374
<b>Total des éléments non recyclables en résultat net</b>	<b>12 732</b>	<b>- 4 398</b>	<b>8 334</b>	<b>- 20 933</b>	<b>7 752</b>	<b>- 13 181</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>32 844</b>	<b>- 8 478</b>	<b>24 366</b>	<b>- 10 910</b>	<b>8 843</b>	<b>- 2 067</b>

## NOTE 22. CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Évolution du capital apporté				Total
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	
<b>SOLDE AU 01/01/2014</b>	<b>14 014 552</b>	<b>14 033</b>	<b>80 732</b>	<b>- 665</b>	<b>94 100</b>
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus			520		520
• Cession d'actions propres	41 000			- 15	- 15
• Rachat d'actions propres	- 32 854			109	109
<b>SOLDE AU 31/12/2014</b>	<b>14 022 698</b>	<b>14 033</b>	<b>81 252</b>	<b>- 571</b>	<b>94 714</b>
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus			226		226
• Cession d'actions propres	12 000			- 775	- 775
• Rachat d'actions propres	- 23 737				
<b>SOLDE AU 31/12/2015</b>	<b>14 010 961</b>	<b>14 033</b>	<b>81 478</b>	<b>- 1 346</b>	<b>94 165</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
Réévaluation – brut					
		484			484
Réévaluation – impôts					
		- 167			- 167
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	- 3 650				- 3 650
• Impôts sur les pertes de juste valeur	1 258				1 258
Gains et pertes actuariels – brut					
			- 22 678		- 22 678
Gains et pertes actuariels – Impôts					
			7 234		7 234
Écarts de conversion					
• Groupe				12 677	12 677
• Entreprises associées				561	561
<b>SOLDE AU 31/12/2014</b>	<b>- 7 990</b>	<b>- 1 945</b>	<b>- 20 682</b>	<b>- 13 956</b>	<b>- 44 573</b>
Réévaluation – brut					
		8 015			8 015
Réévaluation – impôts					
		- 2 759			- 2 759
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	3 832				3 832
• Impôts sur les pertes de juste valeur	- 1 321				- 1 321
Gains et pertes actuariels – brut					
			11 957		11 957
Gains et pertes actuariels – Impôts					
			- 4 199		- 4 199
Écarts de conversion					
• Groupe				4 889	4 889
• Entreprises associées				258	258
<b>SOLDE AU 31/12/2015</b>	<b>- 5 479</b>	<b>3 311</b>	<b>- 12 924</b>	<b>- 8 809</b>	<b>- 23 901</b>

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2015, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2015, SAVENCIA SA détient 21 969 actions propres (10 232 au 31 décembre 2014) dont 4 769 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité (7 952 actions en 2014). Les différents plans d'option d'achat d'actions représentent 352 280 actions au 31 décembre 2015 (363 780 au 31 décembre 2014). Les primes d'émission d'un montant de 81 478 milliers d'euros au 31 décembre 2015, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros, diverses primes d'émission et de fusion pour 73 609 milliers d'euros et les options d'achat d'actions pour 6 256 milliers d'euros.

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux, et/ou dirigeants de la Société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période de blocage est de 4 ans et les cessions ne sont possibles qu'au-delà de la 6<sup>e</sup> année.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2015		2014	
	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options
Au 1 <sup>er</sup> janvier	52,54	363 780	52,06	419 780
Exercées	45,56	- 12 000	47,36	- 41 000
Annulées	47,91	- 14 500	53,23	- 15 000
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>52,99</b>	<b>337 280</b>	<b>52,54</b>	<b>363 780</b>

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la clôture sont détaillés ci-après :

	Prix d'exercice en euro par action	Options en circulation	
		2015	2014
12 décembre 2015	46,17		17 500
14 décembre 2016	68,73	46 500	46 500
12 décembre 2017	75,84	59 500	59 500
11 décembre 2018	42,78	55 280	58 280
16 décembre 2019	51,14	32 000	34 000
16 décembre 2020	57,11	71 000	72 500
15 décembre 2021	46,87	73 000	75 500

## NOTE 23. INTÉRÊTS DES DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE DANS LES ACTIVITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE

Les participations ne donnant pas le contrôle s'analysent comme suit :

Participation ne conférant pas le contrôle (i.e la part des minoritaires)

	Compagnie Laitière Européenne		Autres		Total	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>						
% des droits de vote	14,14 %	14,14 %				
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	15,42 %	15,42 %				
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	- 633	2 887	5 674	2 725	5 041	5 612
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	551	- 969	3 634	- 53	4 185	- 1 022
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	- 82	1 918	9 308	2 672	9 226	4 590
Montant cumulé des intérêts minoritaires	71 741	72 502	27 990	28 607	99 731	101 109
Dividendes versés aux minoritaires	969	754	4 348	3 088	5 317	3 842

Informations financières en IFRS sur base 100 % avant opérations internes :

### BILAN

	Compagnie Laitière Européenne	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>		
Actifs courants	534 720	554 349
Actifs non courants	534 389	592 443
<b>ACTIFS</b>	<b>1 069 109</b>	<b>1 146 792</b>
Capitaux propres	413 402	420 544
Passifs courants	508 703	556 637
Passifs non courants	147 004	169 611
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 069 109</b>	<b>1 146 792</b>

### COMPTE DE RÉSULTAT

	12 mois	
	2015	2014 retraité
<i>En milliers d'euros</i>		
Chiffre d'affaires	1 509 850	1 670 214
Résultat de l'exercice	- 8 317	10 681
Résultat global de l'exercice	- 6 173	6 660

## NOTE 24. PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Départs à la retraite, pensions et médailles du travail	Restructurations	Autres risques et charges	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>65 617</b>	<b>5 416</b>	<b>21 273</b>	<b>92 306</b>
Différences de conversion	168	81	- 150	99
Constitution de provisions	7 567	12 058	4 455	24 080
Emplois	- 6 246	- 1 982	- 10 495	- 18 723
Modification du périmètre de consolidation	- 96		70	- 26
Variations des écarts actuariels	23 779			23 779
Changement de méthode	856			856
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>91 645</b>	<b>15 573</b>	<b>15 153</b>	<b>122 371</b>
Différences de conversion	500	- 16	- 406	78
Constitution de provisions <sup>(1)</sup>	8 454	5 557	4 734	18 745
Emplois <sup>(2)</sup>	- 4 761	- 7 520	- 9 999	- 22 280
Variations des écarts actuariels <sup>(3)</sup>	- 12 379			- 12 379
Autres variations	5			5
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>83 464</b>	<b>13 594</b>	<b>9 482</b>	<b>106 540</b>

(1) Les dotations aux provisions pour restructuration concernent des plans de rationalisation engagés tant en France qu'à l'étranger.

Les dotations aux provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour litige pour 2,4 millions d'euros, ainsi que d'autres provisions pour risques et charges pour 2,3 millions d'euros.

(2) Les reprises de provisions pour restructuration s'élèvent à 7,5 millions d'euros dont 4,9 millions d'euros de provisions utilisées et 2,6 millions d'euros devenues sans objets.

Les reprises de provisions pour autres risques et charges utilisées s'élèvent à 6,4 millions d'euros dont 6,1 millions d'euros relatives à des provisions pour litiges. Les reprises de provisions devenues sans objet représentent 3,6 millions d'euros, essentiellement des reprises de provisions pour litiges.

(3) Variation essentiellement liée à l'évolution des taux d'actualisation.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges nés, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable.

Au 31 décembre 2015, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les restructurations pour 13,6 millions d'euros (décembre 2014 : 15,6 millions d'euros), des litiges commerciaux pour 0,6 million d'euros (décembre 2014 : 0,5 million d'euros), des litiges sociaux pour 4,3 millions d'euros (décembre 2014 : 4,9 millions d'euros), des litiges fiscaux pour 1,9 million d'euros (décembre 2014 : 0,8 million d'euros) et divers risques pour 2,7 millions d'euros (décembre 2014 : 9 millions d'euros).

### Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

#### Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

#### Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composés des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies, sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.



Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et États-Unis. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeurs et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des règlements. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		USA <sup>(2)</sup>		UK		Belgique	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	2,00 %	1,40 %	2,00 %	1,40 %	4,23 %	4,02 %	3,80 %	3,90 %	1,60 %	1,90 %
Taux d'inflation	1,80 %	2,00 %	1,80 %	2,00 %			3,20 %	3,20 %	1,80 %	2,00 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %	3,00 %	3,00 %			2,90 %	3,00 %	1,80 %	2,00 %

(1) 1,39 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2015 (1,3 % en 2014).

(2) Il est envisagé de liquider le plan de pension aux USA en 2016.

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 3,4 millions d'euros pour la France, de 5 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de - 0,50 % augmenterait l'engagement de 3,5 millions d'euros pour la France, 1,6 million d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

<b>Évolution des engagements</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ENGAGEMENTS À L'OUVERTURE</b>	<b>199 924</b>	<b>148 854</b>
Charge d'intérêt	4 980	4 932
Coût des services rendus	6 734	5 843
Coût des services passés acquis	- 22	
Liés aux hypothèses démographiques	- 119	1 709
Liés aux hypothèses financières	- 12 571	30 637
Liés aux écarts d'expérience	- 798	614
Prestations payées	- 5 589	- 4 488
Transfert interne	35	144
Taxes et charges administratives	- 104	- 90
Différences de conversion	5 451	4 912
Autres mouvements	108	6 857
<b>ENGAGEMENTS À LA CLÔTURE</b>	<b>198 029</b>	<b>199 924</b>

Au 31 décembre 2015, la valeur actuelle de l'obligation est égale à 198 millions d'euros et se décompose comme suit : 19,2 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés et 178,8 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

<b>Évolution des actifs de couverture</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIFS À L'OUVERTURE</b>	<b>108 279</b>	<b>83 237</b>
Rendement des fonds	3 169	3 269
Prestations servies par le fonds	- 3 882	- 3 319
Cotisations aux fonds par les sociétés du groupe	3 056	5 056
Taxes et charges administratives	- 163	- 75
Différences de conversion	4 950	4 689
Pertes/Gains actuariels	- 1 109	9 181
Variation de périmètre		96
Autres mouvements	265	6 145
<b>ACTIFS À LA CLÔTURE</b>	<b>114 565</b>	<b>108 279</b>

<b>Charges de l'exercice</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Coûts des services rendus	6 734	5 843
Coûts des services passés	- 22	
Charge exceptionnelle/liquidations de régime	- 34	
<b>TOTAL COÛTS DES SERVICES</b>	<b>6 678</b>	<b>5 843</b>
Charge d'intérêt	4 980	4 932
Rendement des fonds	- 3 169	- 3 269
<b>TOTAL INTÉRÊTS NETS</b>	<b>1 811</b>	<b>1 663</b>
Taxes et charges administratives	- 34	61
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>8 454</b>	<b>7 567</b>

<b>Gains et pertes actuariels à l'ouverture impactant le résultat global</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Montants reconnus au cours de l'exercice :		
• Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	- 119	1 709
• Gains et pertes liés aux hypothèses financières	- 12 571	30 637
• Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	- 798	614
• Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	1 109	- 9 181
<b>GAINS ET PERTES ACTUARIELS À LA CLÔTURE IMPACTANT LE RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>- 12 379</b>	<b>23 779</b>

<b>Évolution des provisions</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>PROVISIONS À L'OUVERTURE</b>	<b>91 645</b>	<b>65 617</b>
Charge de l'exercice	8 454	7 567
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	- 12 379	23 779
Prestations directement payées par l'employeur	- 1 705	- 1 190
Différences de conversion	500	168
Cotisations aux fonds par les sociétés du groupe	- 3 056	- 5 056
Transferts et autres mouvements	5	856
Variation de périmètre		- 96
<b>PROVISIONS À LA CLÔTURE</b>	<b>83 464</b>	<b>91 645</b>

<b>Réconciliation des engagements nets et des provisions</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ENGAGEMENTS NETS</b>	<b>198 029</b>	<b>199 924</b>
Actifs des régimes	- 114 565	- 108 279
<b>PROVISIONS À LA CLÔTURE</b>	<b>83 464</b>	<b>91 645</b>

Le montant des cotisations pour 2016 pour les sociétés françaises est de 0,9 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2015 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		USA		UK		Belgique	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Instruments de capitaux propres	37,0 %	37,0 %	7,0 %	4,8 %			33,4 %	36,3 %		
Instruments d'emprunts	55,0 %	54,0 %	52,0 %	50,1 %			47,5 %	49,0 %		
Immobilier	5,0 %	5,0 %	12,0 %	10,9 %			13,3 %	13,1 %		
Contrats d'assurances					100,0 %	100,0 %			100,0 %	100,0 %
Autres	3,0 %	4,0 %	29,0 %	34,2 %			5,8 %	1,6 %		

## NOTE 25. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2014		
	Non courant	courant		Non courant	courant	
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres	454 481	15 435	439 046	606 534	123 520	483 014
Comptes courants bloqués de la participation	14 532	12 403	2 129	14 810	11 882	2 928
Emprunts obligataires	182 473	161 705	20 768	189 984	169 134	20 850
Contrats de crédit-bail	4 900	3 896	1 004	5 621	3 843	1 778
Concours bancaires courants	122 899		122 899	140 220		140 220
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES À LA CLÔTURE</b>	<b>779 285</b>	<b>193 439</b>	<b>585 846</b>	<b>957 169</b>	<b>308 379</b>	<b>648 790</b>

La ligne « Emprunts obligataires » comprend un emprunt privé émis en 2003 d'un montant nominal de 100 millions d'euros et remboursable par cinquième à compter de 2014 ainsi qu'un deuxième emprunt privé émis en 2011 et 2013 échéance 2025 et 2026, d'un montant nominal de 132,5 millions de dollars, remboursable progressivement à compter du 22 novembre 2019.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit accordées notamment dans le cadre du Crédit Syndiqué mis en place en 2014, d'une durée allant jusqu'à sept ans.

Pour l'exercice 2015, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 959 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 3,1 % en 2015, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et Eonia.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Exigibles dans un délai d'un an	585 846	648 791
Au cours de la 2 <sup>e</sup> et jusqu'à la 5 <sup>e</sup> année y compris	87 655	203 809
Au-delà de la 5 <sup>e</sup> année	105 784	104 569
	<b>779 285</b>	<b>957 169</b>

Répartition par devise :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
EUR	577 280	774 501
JPY	2 522	2 621
USD	138 342	133 365
Autres	61 141	46 682
	<b>779 285</b>	<b>957 169</b>

Répartition par type de taux d'intérêt :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Dettes financières à taux fixe	228 234	234 823
Dettes financières à taux variable	551 051	722 346
	<b>779 285</b>	<b>957 169</b>

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'Eonia majorés de marges inférieures à 100 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 28).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>EMPRUNTS À L'OUVERTURE</b>	<b>957 169</b>	<b>926 494</b>
Émission d'emprunts	8 307	143 228
Remboursement d'emprunts	- 179 554	- 146 867
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	- 6 742	20 355
Variation des locations-financement	- 663	- 835
Écarts de conversion	768	13 777
Variation de périmètre		1 017
<b>EMPRUNTS AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>779 285</b>	<b>957 169</b>

L'endettement financier baisse de 177,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net baisse de 80,7 millions d'euros avec un solde net de 389,8 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de leverage. Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

Ce ratio est toujours respecté.

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme. En 2014, le Crédit Syndiqué a été renouvelé pour une période allant jusqu'à sept ans.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux, est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	- 193 439	- 308 379
Emprunts et concours bancaires	- 585 846	- 648 790
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>- 779 285</b>	<b>- 957 169</b>
Autres actifs financiers courants	18 394	16 357
Trésorerie et équivalents trésorerie	371 088	470 356
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>- 389 803</b>	<b>- 470 456</b>
Actions en auto-détention	1 346	268
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE <sup>(1)</sup></b>	<b>- 388 457</b>	<b>- 470 188</b>

*(1) Applicable pour le ratio financier du Crédit Syndiqué et de la majorité des financements bilatéraux et retraitée des options de vente accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle sur les deux exercices présentés.*

## **NOTE 26. AUTRES PASSIFS NON COURANTS**

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente accordées aux détenteurs de participation ne détenant pas le contrôle.

Le mouvement sur la période est lié pour l'essentiel au rachat de 35 % du capital d'Advanced Food Products LLC suite à l'exercice de l'option d'achat, ainsi qu'aux variations de juste valeur des autres options sur titres de sociétés consolidées.

## NOTE 27. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 retraité
Fournisseurs d'exploitation	638 577	636 283
Fournisseurs d'immobilisations	4 504	9 978
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	208 510	199 701
Produits constatés d'avance	548	897
Autres	40 321	39 438
	<b>892 460</b>	<b>886 297</b>

## NOTE 28. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS PASSIFS

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance > 2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières						
Swaps de taux d'intérêt						
Options de taux						
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	1 047	11 072	1 047	11 072		
Dérivés sur taux d'intérêts <sup>(1)</sup>	6 847	110 000			6 847	110 000
Dérivés sur matières premières	146		146			
	<b>8 040</b>		<b>1 193</b>		<b>6 847</b>	
Dont classés en passifs courants	1 193		1 193			
Dont classés en passifs non courants	6 847				6 847	

(1) Échéance 2018 pour 20 000 et 2020 pour 90 000.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2014		Échéance 2015		Échéance > 2015	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<b>Couvertures de juste valeur</b>						
Matières premières	33		33			
Swaps de taux d'intérêt <sup>(2)</sup>	1 534	109 134			1 534	109 134
Options de taux						
<b>Instruments de transactions</b>						
Dérivés sur devises	4 031	58 680	4 031	58 680		
Dérivés sur taux d'intérêts <sup>(3)</sup>	6 499	170 000			6 499	170 000
Dérivés sur matières premières	162		162			
	<b>12 259</b>		<b>4 226</b>		<b>8 033</b>	
Dont classés en passifs courants	4 226		4 226			
Dont classés en passifs non courants	8 033				8 033	

(2) Échéance 2025 et 2026.

(3) Échéance 2017 pour 60 000, 2018 pour 20 000 et 2020 pour 90 000.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

## COUVERTURE DE RISQUE DE TAUX

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à l'exception de l'emprunt en USD. Celui-ci a été considéré comme une couverture de flux de trésorerie impactant les capitaux propres.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et/ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2013 des swaps de taux d'intérêts (60 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir du mois d'août 2015 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2020.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
<b>Emprunts et dettes financières</b>									
<b>Avant protection de taux</b>	<b>88 657</b>	<b>488 623</b>	<b>577 280</b>	<b>139 577</b>	<b>62 428</b>	<b>202 005</b>	<b>228 234</b>	<b>551 051</b>	<b>779 285</b>
• Swap	60 000	- 60 000					60 000	- 60 000	
• Cap	255 000	- 255 000					255 000	- 255 000	
• Collar									
<b>Après protection de taux</b>	<b>403 657</b>	<b>173 623</b>	<b>577 280</b>	<b>139 577</b>	<b>62 428</b>	<b>202 005</b>	<b>543 234</b>	<b>236 051</b>	<b>779 285</b>
Autres actifs financiers courants		3 411	3 411		14 983	14 983		18 394	18 394
Trésorerie et équivalents de trésorerie		244 162	244 162		126 926	126 926		371 088	371 088
<b>TOTAL TRÉSORERIE NETTE ACQUISE</b>		<b>247 573</b>	<b>247 573</b>		<b>141 909</b>	<b>141 909</b>		<b>389 482</b>	<b>389 482</b>

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2015 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 4,9 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 3,9 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait alors de 1 million d'euros.

## COUVERTURE DE RISQUE DE CHANGE

Contrats à terme et options – couverture latente au 31 décembre 2015.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : dollar US, livre sterling, franc suisse et real brésilien.

Convention de signe : + achat de la devise – vente de la devise

En milliers de devises	Total devise 1	Total devise 2	Couverture en milliers d'EUR	Contrevaleur euro devise 1	Fixing au 31/12/2015
USD EUR	- 37 289 USD	33 031 EUR	12	- 34 251 EUR	1,0887
GBP EUR	- 15 669 GBP	21 476 EUR	450	- 21 349 EUR	0,7340
CHF EUR	- 12 811 CHF	12 000 EUR	259	- 11 824 EUR	1,0835
USD BRL	14 773 USD	- 60 972 BRL	681	13 569 EUR	3,9592
JPY EUR	- 1 272 975 JPY	9 078 EUR	- 31	- 9 254 EUR	131,0700
CAD EUR	- 5 339 CAD	3 766 EUR	203	- 3 665 EUR	1,5116
Autres devises			140	- 3 283 EUR	
<b>TOTAL</b>			<b>1 714</b>	<b>- 70 057 EUR</b>	

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1 % des principales devises (USD, GBP, CHF, BRL et JPY), à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2015, aurait un impact de 808 milliers d'euros sur le résultat financier du Groupe.

Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

<i>En milliers d'euros</i> <b>ACTIF</b>	<b>Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup> à la vente</b>	<b>Actifs disponibles à la vente</b>	<b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>	<b>Prêts et créances</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>								
Titres de participation				4 212			4 212	4 212
Actifs financiers de transaction long terme			3 244				3 244	3 244
Prêts et créances financières long terme					6 547	17 019	23 566	23 566
<b>Autres actifs financiers non courants</b>			<b>3 244</b>	<b>4 212</b>	<b>6 547</b>	<b>17 019</b>	<b>31 022</b>	<b>31 022</b>
Dérivés sur taux	2 424	14 702					17 126	17 126
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>2 424</b>	<b>14 702</b>					<b>17 126</b>	<b>17 126</b>
<b>Créances clients</b>						<b>653 432</b>	<b>653 432</b>	<b>653 432</b>
<b>Prêts et créances financières court terme</b>						<b>3 549</b>	<b>3 549</b>	<b>3 549</b>
Dérivés de couverture sur matières premières		749					749	749
Autres dérivés sur matières premières	147						147	147
Autres dérivés sur change	2 761						2 761	2 761
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>2 908</b>	<b>749</b>					<b>3 657</b>	<b>3 657</b>
<b>Actifs financiers de transaction court terme</b>				<b>14 982</b>		<b>3 412</b>	<b>18 394</b>	<b>18 394</b>
Comptes courants financiers						6	6	6
Disponibilités						175 442	175 442	175 442
Équivalents de trésorerie			195 636				195 636	195 636
Actifs disponibles à la vente				4			4	4
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie</b>			<b>195 636</b>	<b>4</b>		<b>175 448</b>	<b>371 088</b>	<b>371 088</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 332</b>	<b>15 451</b>	<b>198 880</b>	<b>19 198</b>	<b>6 547</b>	<b>852 860</b>	<b>1 098 268</b>	<b>1 098 268</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement ;
- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

<i>En milliers d'euros</i> <b>PASSIF</b>	<b>Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>Passifs au coût amorti</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>						
Emprunts obligataires				161 705	161 705	161 705
Autres emprunts et dettes				31 734	31 734	31 734
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>				<b>193 439</b>	<b>193 439</b>	<b>193 439</b>
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle			28 394		28 394	28 394
Autres			7		7	7
<b>Autres passifs non courants</b>			<b>28 401</b>		<b>28 401</b>	<b>28 401</b>
Autres dérivés sur taux	6 847				6 847	6 847
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>6 847</b>				<b>6 847</b>	<b>6 847</b>
<b>Fournisseurs</b>				<b>638 577</b>	<b>638 577</b>	<b>638 577</b>
<b>Dépôt et cautionnements reçus</b>				<b>99</b>	<b>99</b>	<b>99</b>
Autres dérivés sur matières premières	146				146	146
Autres dérivés sur devises	1 047				1 047	1 047
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>1 193</b>				<b>1 193</b>	<b>1 193</b>
Dettes financières courantes				462 196	462 196	462 196
Comptes courants financiers				751	751	751
Concours bancaires courants				122 899	122 899	122 899
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>				<b>585 846</b>	<b>585 846</b>	<b>585 846</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 040</b>		<b>28 401</b>	<b>1 417 961</b>	<b>1 454 402</b>	<b>1 454 402</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).  
(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.



<i>En milliers d'euros</i>	<b>Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup></b>	<b>Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs disponibles à la vente <sup>(2)</sup></b>	<b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>	<b>Prêts et créances</b>	<b>Valeur comptable au bilan</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>ACTIF</b>								
<b>Au 31 décembre 2014</b>								
Titres de participation				4 418			4 418	4 418
Actifs financiers de transaction long terme			3 234				3 234	3 234
Prêts et créances financières long terme					7 771	18 221	25 992	25 992
<b>Autres actifs financiers non courants</b>			<b>3 234</b>	<b>4 418</b>	<b>7 771</b>	<b>18 221</b>	<b>33 644</b>	<b>33 644</b>
Dérivés sur taux	2 398						2 398	2 398
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>2 398</b>						<b>2 398</b>	<b>2 398</b>
<b>Créances clients</b>						<b>677 801</b>	<b>677 801</b>	<b>677 801</b>
Prêts et créances financières court terme						3 853	3 853	3 853
Dérivés de couverture sur matières premières		527					527	527
Dérivés de couverture sur change		19					19	19
Autres dérivés sur matières premières	165						165	165
Autres dérivés sur change	3 609						3 609	3 609
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>3 774</b>	<b>546</b>					<b>4 320</b>	<b>4 320</b>
<b>Actifs financiers de transaction court terme</b>				<b>6 245</b>		<b>10 112</b>	<b>16 357</b>	<b>16 357</b>
Disponibilités						152 345	152 345	152 345
Équivalents de trésorerie			318 011				318 011	318 011
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie</b>			<b>318 011</b>			<b>152 345</b>	<b>470 356</b>	<b>470 356</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 172</b>	<b>546</b>	<b>321 245</b>	<b>10 663</b>	<b>7 771</b>	<b>862 332</b>	<b>1 208 729</b>	<b>1 208 729</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs/Passifs				Valeur	
<b>PASSIF</b>	Instruments financiers par résultat <sup>(1)</sup>	Dérivés qualifiés de couverture <sup>(2)</sup>	évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup>	Passifs au coût amorti	comptable au bilan	Juste valeur
<b>Au 31 décembre 2014</b>						
Emprunts obligataires				169 134	169 134	169 134
Autres emprunts et dettes				139 245	139 245	139 245
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>				<b>308 379</b>	<b>308 379</b>	<b>308 379</b>
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle			57 088		57 088	57 088
Autres			12		12	12
<b>Autres passifs non courants</b>			<b>57 100</b>		<b>57 100</b>	<b>57 100</b>
Autres dérivés sur taux	6 499	1 534			8 033	8 033
<b>Instruments financiers dérivés non courants</b>	<b>6 499</b>	<b>1 534</b>			<b>8 033</b>	<b>8 033</b>
<b>Fournisseurs</b>				<b>636 283</b>	<b>636 283</b>	<b>636 283</b>
<b>Dépôt et cautionnements reçus</b>				<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Dérivés de couverture sur matières premières		33			33	33
Autres dérivés sur matières premières	162				162	162
Autres dérivés sur devises	4 031				4 031	4 031
<b>Instruments financiers dérivés courants</b>	<b>4 193</b>	<b>33</b>			<b>4 226</b>	<b>4 226</b>
Dettes financières courantes				506 408	506 408	506 408
Comptes courants financiers				2 162	2 162	2 162
Concours bancaires courants				140 220	140 220	140 220
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>				<b>648 790</b>	<b>648 790</b>	<b>648 790</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>10 692</b>	<b>1 567</b>	<b>57 100</b>	<b>1 593 552</b>	<b>1 662 911</b>	<b>1 662 911</b>

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

## NOTE 29. VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Clients	13 528	- 2 964
Stocks	7 287	- 19 323
Fournisseurs	4 907	- 14 338
Débiteurs et créditeurs divers	16 356	5 775
	<b>42 078</b>	<b>- 30 850</b>

La variation du besoin en fonds de roulement est impactée par la baisse du chiffre d'affaires ainsi que par la baisse du prix du lait de vache et des cotations des produits industriels.

## NOTE 30. ENGAGEMENTS HORS BILAN

*Les engagements hors bilan comprennent :*

- Les engagements de prise de participation pour 42,6 millions d'euros (2014 : 42,6 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus et concernent deux participations.
- Les engagements donnés liés au financement de la Société  
Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 125,8 millions d'euros (2014 : 144,3 millions d'euros).
- Les engagements liés aux activités opérationnelles.

*Au titre des engagements donnés :*

Ils comprennent des engagements pour loyers futurs à payer pour 65,7 millions d'euros (2014 : 73,9 millions d'euros), des paiements minimaux de crédit-bail pour 5 millions d'euros (2014 : 6,2 millions d'euros), et les autres engagements donnés pour 77,9 millions d'euros (2014 : 99,6 millions d'euros).

Le détail pour loyers futurs à payer et les paiements minimaux de crédit-bail sont :

<i>En millions d'euros</i>	<b>Loyers simples</b>	<b>Paiements minimaux de crédit bail</b>
En 2016	25,0	1,4
De 2017 à 2020	35,0	3,6
Au-delà de 2020	5,7	0,0

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, Le Groupe dispose de contrats avec plusieurs producteurs, conclus à des conditions normales de marché.

*Au titre des engagements reçus :*

Les autres engagements reçus représentent 29 millions d'euros (2014 : 31,5 millions d'euros).

## **NOTE 31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**

---

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par Soparind SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 34 sur le périmètre de consolidation). Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. À ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 73,7 millions d'euros en 2015 (contre 90,1 millions d'euros en 2014) et des charges pour un montant de 698 millions d'euros en 2015 (contre 859,9 millions d'euros en 2014). Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,7 million d'euros en 2015 (1,6 million d'euros en 2014).

Le Groupe a créé une co-entreprise avec Sodiaal, La Compagnie des Fromages et RichesMonts. Le Groupe assure une partie de l'approvisionnement laitier, une partie de la reprise des co-produits industriels. Il assure une partie des prestations logistiques et commerciales ainsi que la distribution dans un certain nombre de pays étrangers. Il fournit également des prestations informatiques et administratives.

Le poste « Autres actifs financiers » comprend un prêt de 4,3 millions d'euros avec La Compagnie des Fromages et RichesMonts.

Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 214,8 millions d'euros en 2015 (243 millions d'euros en 2014) et les achats 194 millions d'euros (213,7 millions d'euros en 2014), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.

Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 3,1 millions d'euros (4,2 millions d'euros en 2014). Il se ventile en 2015 de la manière suivante : avantages à court terme pour 3 millions d'euros, avantages postérieurs à l'emploi 0,1 million d'euros. Il n'y a ni autres avantages à long terme, ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2014, ni en 2015.

Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués ainsi que les Administrateurs.

## **NOTE 32. ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE**

---

Aucun événement d'importance significative n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

**NOTE 33. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2014 RETRAITÉS DES IMPACTS LIÉS  
À L'APPLICATION DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 21**

**BILAN CONSOLIDÉ RETRAITÉ D'IFRIC 21**

**ACTIF**

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2014	Retraitement	Au 31 décembre 2014 retraité
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>1 612 493</b>	<b>- 1 868</b>	<b>1 610 625</b>
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>1 771 208</b>		<b>1 771 208</b>
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession	1 961		1 961
<b>ACTIFS</b>	<b>3 385 662</b>	<b>- 1 868</b>	<b>3 383 794</b>

**PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2014	Retraitement	Au 31 décembre 2014 retraité
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>	<b>1 118 724</b>	<b>4 149</b>	<b>1 122 873</b>
Participations ne conférant pas le contrôle	101 109		101 109
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE</b>	<b>1 219 833</b>	<b>4 149</b>	<b>1 223 982</b>
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>612 804</b>		<b>612 804</b>
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>1 552 788</b>	<b>- 6 017</b>	<b>1 546 771</b>
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession	236		236
<b>PASSIFS</b>	<b>2 165 828</b>	<b>- 6 017</b>	<b>2 159 811</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 385 662</b>	<b>- 1 868</b>	<b>3 383 794</b>

L'impact d'IFRIC 21 sur le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie au 31 décembre 2014 n'est pas significatif.

## NOTE 34. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Consolidation par intégration globale	Pays	N° Siren	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
<b>France</b>						
SAVENCIA SA	FRANCE	847 120 185	Société-mère	Société-mère	Société-mère	Société-mère
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	FRANCE	389 330 739	100,00	100,00	84,58	84,58
SAVENCIA Produits Laitiers France	FRANCE	394 530 703	100,00	100,00	100,00	100,00
Alliance Laitière Européenne SAS	FRANCE	388 435 539	100,00	100,00	98,50	98,50
Armor Protéines SAS	FRANCE	679 200 287	100,00	100,00	84,58	84,58
B.G. SAS	FRANCE	331 339 275	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	FRANCE	351 014 352	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Overseas	FRANCE	325 508 653	99,96	99,96	99,96	99,96
SAVENCIA Fromage & Dairy International	FRANCE	402 927 628	100,00	100,00	100,00	100,00
Bressor Alliance SA	FRANCE	379 657 570	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	FRANCE	383 228 764	99,74	99,74	66,48	66,48
Centre Bretagne Lait SA	FRANCE	387 493 315	100,00	100,00	84,58	84,58
C.F.V.A. SAS	FRANCE	314 830 050	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Ressources Laitières	FRANCE	389 297 748	100,00	100,00	84,58	84,58
CLE-PSO SNC	FRANCE	444 475 016	100,00	100,00	84,58	84,58
Compagnie Générale Laitière SA	FRANCE	775 668 999	100,00	99,99	84,58	84,58
Compagnie Laitière de Derval SAS	FRANCE	403 001 068	100,00	100,00	84,58	84,58
Compagnie Laitière Européenne SA	FRANCE	780 876 421	85,86	85,86	84,58	84,58
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	FRANCE	349 652 560	100,00	100,00	84,58	84,58
Dutch Cheese Masters SAS	FRANCE	789 660 743	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	FRANCE	389 297 664	100,00	100,00	84,58	84,58
Établissement L. Tessier SAS	FRANCE	667 180 392	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	FRANCE	316 608 942	90,00	90,00	90,00	90,00
Fromagerie de Vihiers SAS	FRANCE	350 546 719	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagerie des Chaumes SAS	FRANCE	314 830 183	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries Lescure SAS	FRANCE	794 040 956	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromagerie Perreault SAS	FRANCE	316 085 620	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Saint Saviol SAS	FRANCE	793 801 028	100,00	100,00	84,58	84,58
Fromagerie Rambol SAS	FRANCE	315 130 641	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromapac SAS	FRANCE	402 180 541	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	FRANCE	331 260 083	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	FRANCE	307 963 389	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	FRANCE	314 815 457	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	FRANCE	393 257 654	100,00	100,00	84,58	84,58
Les Fromagers de L'Europe SAS	FRANCE	428 744 973	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers Associés SAS	FRANCE	349 542 415	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromageries de Thiérache SAS	FRANCE	315 332 569	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	FRANCE	313 966 103	61,31	61,31	51,86	51,86
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	FRANCE	403 128 051	100,00	100,00	84,58	84,58
Prodilac SNC	FRANCE	389 297 714	100,00	100,00	84,58	84,58
SB Alliance SNC	FRANCE	409 080 538	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Alliance Informatique	FRANCE	780 876 405	100,00	100,00	84,58	84,58
SB Biotechnologies SAS	FRANCE	450 983 051	100,00	100,00	97,50	97,50

Consolidation par intégration globale	Pays	N° Siren	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
<b>France</b>						
Société des Beurres et Crèmes des Régions d'Europe	FRANCE	487 220 295	100,00	100,00	84,58	84,58
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	FRANCE	330 479 213	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	FRANCE	689 806 470	100,00	100,00	84,58	84,58
Sofivo SAS	FRANCE	352 848 725	100,00	100,00	84,58	84,58
Sogasi SAS	FRANCE	315 062 224	100,00	99,99	100,00	99,99
Sogepe SAS	FRANCE	384 557 880	100,00	100,00	84,58	84,58
Soredab SAS	FRANCE	317 705 267	97,50	97,50	97,50	97,50

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
<b>Étranger</b>					
Advanced Food Products LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	65,00	100,00	65,00
Alouette Cheese USA LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Arab French Company for Dairy and Cheese Products	ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
Balderama N.V.	PAYS-BAS	100,00	100,00	84,58	84,58
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics	DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV	RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bongrain A.G.	SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Bénélux	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bongrain Europarticipations BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bongrain Autriche	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia	ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA	URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
Bresse Bleu Japon KK	JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Corman Deutschland Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Italia Spa	ITALIE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Miloko Ireland Ltd	IRLANDE	55,00	55,00	46,52	46,52
Corman SA	BELGIQUE	100,00	100,00	84,58	84,58
Dabon International Ltd	INDE	89,99	89,99	89,99	89,99
Delaco	ROUMANIE	72,00	72,00	72,00	72,00
Edelweiss Gmbh Co KG	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	98,50
Food Garden	SUEDE	100,00	100,00	99,96	99,96
Fromagers Associés Japon KK	JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek	POLOGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Mantequeras Arias SA	ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mashreq des Produits Laitiers SA	ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy SK	SLOVAQUIE	99,99	99,99	99,99	99,99
Milkaut	ARGENTINE	99,78	99,78	99,78	99,78
Mleczarnia Turek Sp ZOO	POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleko Produkt	SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Sobbeke GMBH	ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Molkerei Gebr Rogge GMBH	ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Novomilk	SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
<b>Étranger</b>					
Pannontej Rt.	HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Paturain BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA	URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Ltda	BRÉSIL	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S. SA	BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Santa Rosa Chile	CHILI	99,99	99,99	99,99	99,99
SB International	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
TDSI	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
TPK SRO	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK Limited	ROYAUME-UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
Zausner Foods Corp. et ses filiales	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodka	UKRAINE	99,96	99,96	99,96	99,96

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
<b>France</b>					
Financière Louis	FRANCE	10,38	10,38	10,38	10,38
CF & R Gestion	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Compagnie des Fromages & RichesMonts	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Lacto Sérum France SA	FRANCE	24,94	24,94	24,94	24,94
Poitou Chèvre SAS	FRANCE	48,96	48,96	24,97	24,97
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,13	32,13
<b>Étranger</b>					
Andechser Molkerei Scheitz Gmbh	ALLEMAGNE		24,84		24,84
Capsa	ESPAGNE		27,00		22,84
Esbon SA	TURQUIE	50,00	50,00	50,00	50,00
Ferrari	ITALIE	27,00	27,00	27,00	27,00
Forlactaria SA	ESPAGNE	40,00	40,00	40,00	40,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	42,50	42,50	42,50	42,50
Premiumlab	ESPAGNE	20,00		16,92	
Sodiaal Gmbh	ALLEMAGNE	50,00	50,00	42,29	42,29
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34



# 6. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (Exercice clos le 31 décembre 2015)

## Aux Actionnaires

### Savencia SA

42, rue Rieussec

78220 Viroflay

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Savencia SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dépréciation des actifs non financiers :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs amortis, selon les modalités décrites dans les notes 5.2.9.8 et 7 aux états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses retenues.

- Engagements envers le personnel :

Les engagements de retraite et autres engagements assimilés envers le personnel ont été évalués et comptabilisés conformément aux notes 5.2.9.17 et 24 aux états financiers consolidés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées et à apprécier les hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 mars 2016

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Amélie Wattel

**KPMG AUDIT ID SAS**

Jean-Charles Simon

# COMPTES SOCIAUX

## EXERCICE 2015

### 1. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits d'exploitation	2.1	21 792	16 532
Charges d'exploitation	2.1	- 37 280	- 46 240
Résultat d'exploitation	2.1	- 15 488	- 29 708
Résultat financier net	2.2	35 360	23 529
Résultat courant avant impôts		19 872	- 6 179
Résultat exceptionnel net	2.3	9 810	6 073
Résultat de l'exercice avant impôt		29 682	- 106
Impôt sur les bénéfices	2.4	9 260	4 438
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>38 942</b>	<b>4 332</b>

### 2. État des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2015	Exercice 2014
Excédent brut d'exploitation		- 12 898	- 23 276
Variation du besoin en fonds de roulement		3 086	409
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		47 568	27 002
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ [A]</b>		<b>37 756</b>	<b>4 135</b>
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		- 2 480	- 1 590
Investissements financiers et prêts à filiales		- 157	- 92
Autres encaissements et décaissements		- 34 889	
<b>FLUX PROVENANT DES INVESTISSEMENTS [B]</b>		<b>- 37 526</b>	<b>- 1 682</b>
Réduction de capital			
Dividendes versés		- 11 221	- 14 020
Encaissements provenant de nouveaux emprunts			94 009
Remboursements des emprunts		- 124 000	- 130 000
<b>FLUX PROVENANT DU FINANCEMENT [C]</b>		<b>- 135 221</b>	<b>- 50 011</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE [A+B+C]</b>		<b>- 134 991</b>	<b>- 47 558</b>
Trésorerie nette à l'ouverture		- 267 590	- 220 032
Trésorerie nette à la clôture	3.9	- 402 581	- 267 590
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>		<b>- 134 991</b>	<b>- 47 558</b>

### 3. Bilan actif

		Amortissements		Exercice 2015	Exercice 2014
<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Montants bruts	et provisions	Montants nets	Montants nets
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3.1</b>	<b>36 571</b>	<b>15 599</b>	<b>20 972</b>	<b>21 401</b>
Concessions, brevets, droits similaires		33 377	15 599	17 778	18 574
Fonds commercial		1 548		1 548	1 548
Autres immobilisations incorporelles		1 646		1 646	1 279
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3.2</b>	<b>273</b>		<b>273</b>	<b>1 331</b>
Terrains					
Constructions					928
Installations techniques, matériels et outillages industriels					81
Autres immobilisations corporelles		273		273	322
Immobilisations en cours					
<b>Immobilisations financières</b>	<b>3.3</b>	<b>1 368 477</b>	<b>2 933</b>	<b>1 365 544</b>	<b>1 322 523</b>
Participations		1 149 365	2 933	1 146 432	1 138 437
Créances rattachées aux participations		215 742		215 742	180 846
Autres titres immobilisés		2 627		2 627	2 678
Prêts					
Autres immobilisations financières		743		743	562
<b>Actif immobilisé</b>		<b>1 405 321</b>	<b>18 532</b>	<b>1 386 789</b>	<b>1 345 255</b>
<b>Actif circulant</b>	<b>3.8</b>	<b>95 990</b>		<b>95 990</b>	<b>290 250</b>
Autres créances	<b>3.4</b>	34 870		34 870	156 995
Valeurs mobilières de placement	<b>3.5</b>	58 071		58 071	129 307
Disponibilités		3 049		3 049	3 948
<b>Comptes de régularisation – Actif</b>	<b>3.11</b>	<b>156</b>		<b>156</b>	<b>320</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 501 467</b>	<b>18 532</b>	<b>1 482 935</b>	<b>1 635 825</b>

## 4. Bilan passif

	Notes	Exercice 2015	Exercice 2014
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
<i>En milliers d'euros</i>			
<b>Capitaux propres</b>	<b>3.6</b>	<b>800 950</b>	<b>775 355</b>
Capital social		14 033	14 033
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées			
Autres réserves		326 922	326 922
Report à nouveau		336 905	343 793
Résultat de l'exercice		38 942	4 332
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		8 926	11 053
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>3.7</b>	<b>5 708</b>	<b>4 840</b>
<b>Dettes</b>	<b>3.8</b>	<b>676 277</b>	<b>855 630</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		168 330	292 330
Emprunts et dettes financières divers		483 308	543 272
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		15 123	11 089
Dettes fiscales et sociales		369	392
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		102	265
Autres dettes		9 045	8 282
<b>Comptes de régularisation – Passif</b>			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 482 935</b>	<b>1 635 825</b>

## 5. Notes annexes

### NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

---

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, sont décrites ci-après par rubrique.

**Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.**

#### 1.1 Immobilisations incorporelles

---

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits de bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

#### 1.2 Immobilisations corporelles

---

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Les principales durées figurent dans le tableau ci après :

	Durées
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	10 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

### **1.3 Immobilisations financières**

---

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

### **1.4 Valeurs mobilières de placement**

---

Toutes les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une provision est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours de clôture du dernier jour de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition. Dans le cas des actions propres, le prix d'acquisition est comparé au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social.

### **1.5 Opérations en devises**

---

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en « écarts de conversion ». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

### **1.6 Gestion des risques financiers et instruments financiers**

---

De par ses activités, la société est exposée à des risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

### **1.7 Provisions réglementées**

---

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

### **1.8 Indemnités de départ en retraite**

---

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont en partie couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la société et est actualisé chaque année.

### **1.9 Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat**

---

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Aucun impôt différé n'est comptabilisé. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à SAVENCIA SA de n'acquitter que le solde à l'Administration Fiscale.

## NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 2.1 Résultat d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>21 792</b>	<b>16 532</b>
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de prestations de services facturées aux filiales		
Loyers	938	2 214
Redevances	19 126	11 196
Autres	1 728	3 122
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>- 37 280</b>	<b>- 46 240</b>
Autres achats et charges externes*	- 32 992	- 37 188
Impôts et taxes	- 1 080	- 1 850
Salaires et traitements	- 227	- 259
Charges sociales	- 147	- 201
Opérations en commun		- 75
Autres charges	- 244	- 311
Dotations aux amortissements et provisions	- 2 590	- 6 356
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 15 488</b>	<b>- 29 708</b>
<small>* Dont 797 milliers d'euros au titre du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2015. En 2014, ce montant était de 751 milliers d'euros. Au titre de conseil et/ou de prestations de services, les honoraires comptabilisés sont nuls au titre de l'exercice 2015, il en était de même en 2014. Le poste charges externes comprenait en 2014 des frais liés à la négociation d'emprunts.</small>		

### 2.2 Résultat financier net

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
<b>Sur participations et autres titres</b>	<b>43 616</b>	<b>33 712</b>
Dividendes reçus	44 321	31 664
Provisions sur titres et autres titres (net)	- 705	2 048
<b>Sur charges financières nettes</b>	<b>- 8 279</b>	<b>- 10 180</b>
Produits financiers	9 760	13 546
Charges financières	- 18 039	- 23 726
<b>Sur changes et divers</b>	<b>23</b>	<b>- 3</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER NET</b>	<b>35 360</b>	<b>23 529</b>

### 2.3 Résultat exceptionnel net

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
Charges exceptionnelles*	- 1 006	- 1 222
Produits exceptionnels*	2 098	482
Plus ou moins values nettes de cessions d'immobilisations**	7 460	- 2 235
Dotations et reprise d'amortissements dérogatoires**	2 127	1 574
Dotations et reprise de provisions pour risques***	- 869	7 474
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>9 810</b>	<b>6 073</b>

\* Le montant net des produits et charges exceptionnels de l'année 2015 qui s'établit à 1 092 milliers comprend principalement un produit de refacturation des pertes latentes sur plan de stock-options, un gain suite aux contentieux fiscaux et une charge dans le cadre de l'octroi des droits d'exploitations des marques.

\*\* Cette plus-value réalisée correspond à l'apport d'un immeuble à la valeur réelle à une entité du groupe.

\*\*\* Il s'agit d'une dotation pour perte latente sur plan de stock-options et d'une reprise liée aux contrôles fiscaux.



## 2.4 Impôt sur les bénéfices

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
Impôt et Crédit d'impôt propres à SAVENCIA SA	168	152
Contribution additionnelle sur les dividendes	- 337	- 421
Produit de l'intégration fiscale	6 973	11 257
Charge d'impôt au titre des exercices antérieurs*	2 456	- 6 550
<b>TOTAL</b>	<b>9 260</b>	<b>4 438</b>

\* Le remboursement d'impôt enregistré en 2015 est lié aux contestations déposées suite aux impacts en 2014 des contrôles fiscaux.

### Impôts latents

Les impôts latents dus aux retraitements fiscaux (amortissements dérogatoires, différences temporaires...) représentent une charge fiscale future d'un montant de 1 497 milliers d'euros, contre 771 milliers d'euros en 2014 :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
<b>Accroissement</b>	<b>- 3 958</b>	<b>- 5 081</b>
Sur amortissements dérogatoires	- 3 073	- 3 807
Sur autres retraitements fiscaux	- 885	- 1 274
<b>Allègement</b>	<b>2 461</b>	<b>4 310</b>
		1 819
Sur autres charges non déductibles	2 461	2 491
<b>CHARGE NETTE FUTURE D'IMPÔT</b>	<b>- 1 497</b>	<b>- 771</b>

## NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

### 3.1 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Variation des immobilisations incorporelles</b>				<b>Valeurs au 31/12/2015</b>
	<b>Valeurs au 31/12/2014</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Compte à compte</b>	<b>Diminutions</b>	
<b>Rubriques</b>					
<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>34 468</b>	<b>2 103</b>			<b>36 571</b>
Concessions, brevets et droits similaires	31 641	286	1 450		33 377
Fonds commercial	1 548				1 548
Autres immobilisations incorporelles*	1 279	1 817	- 1 450		1 646
<b>AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS</b>	<b>- 13 067</b>	<b>- 2 532</b>			<b>- 15 599</b>
Concessions, brevets et droits similaires	- 13 067	- 2 532			- 15 599
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES</b>	<b>21 401</b>	<b>- 429</b>			<b>20 972</b>

\* À la clôture, les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels en cours de développement.

### 3.2 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations corporelles			Valeurs au 31/12/2015
	Valeurs au 31/12/2014	Augmentations	Compte à compte Diminutions	
<b>VALEURS BRUTES*</b>	<b>4 038</b>	<b>214</b>	<b>- 3 979</b>	<b>273</b>
Terrains	7		- 7	
Constructions	3 332	214	- 3 546	
Installations techniques, matériel, outillage	169		- 169	
Autres immobilisations corporelles	530		- 257	273
Immobilisations en cours				
<b>AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS</b>	<b>- 2 707</b>	<b>- 59</b>	<b>2 766</b>	
Terrains	- 7		7	
Constructions	- 2 404	- 46	2 450	
Installations techniques	- 88	- 6	94	
Autres immobilisations corporelles	- 208	- 7	215	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES</b>	<b>1 331</b>	<b>155</b>	<b>- 1 213</b>	<b>273</b>

\* L'augmentation des constructions pour 214 milliers d'euros correspond à l'exercice de l'option d'achat d'un immeuble de bureau à l'échéance du crédit-bail. L'apport de cet immeuble, sur le même exercice, à une entité du groupe explique la diminution significative des immobilisations corporelles.

### 3.3 Immobilisations financières

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations financières			Valeurs au 31/12/2015
	Valeurs au 31/12/2014	Augmentations	Diminutions	
<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>1 324 758</b>	<b>43 881</b>	<b>- 162</b>	<b>1 368 477</b>
Participations*	1 140 665	8 700		1 149 365
Créances rattachées à des participations**	180 846	35 000	- 104	215 742
Autres titres immobilisés***	2 685		- 58	2 627
Prêts				
Autres immobilisations financières	562	181		743
<b>PROVISIONS</b>	<b>- 2 235</b>	<b>- 705</b>	<b>7</b>	<b>- 2 933</b>
Participations	- 2 228	- 705		- 2 933
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	- 7		7	
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>1 322 523</b>	<b>43 176</b>	<b>- 155</b>	<b>1 365 544</b>

\* L'apport de l'immeuble mentionné précédemment a fait l'objet d'une rémunération en titres de participation pour 8 700 milliers d'euros.

\*\* Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts sur une durée de 5 ans. L'augmentation de l'encours pour 35 millions d'euros est liée à la réduction du financement accordé à court terme en comptes courants financiers.

\*\*\* Dont 4 769 actions propres détenues au 31 décembre 2015 dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice 7 952 actions propres étaient détenues.

### 3.4 Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	<b>au 31/12/2015</b>	<b>au 31/12/2014</b>
Comptes courants financiers filiales	18 684	141 314
Clients, état et divers	16 186	15 681
<b>AUTRES CRÉANCES NETTES</b>	<b>34 870</b>	<b>156 995</b>

### 3.5 Valeurs mobilières de placement

<i>En milliers d'euros</i>	<b>au 31/12/2015</b>	<b>au 31/12/2014</b>
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
SICAV		
FCP		63 114
Billets, bons et assimilés	57 067	66 052
Actions propres*	1 004	141
<b>TOTAL VALEUR BRUTE</b>	<b>58 071</b>	<b>129 307</b>
Provision		
<b>VALEUR MOBILIÈRES DE PLACEMENT NETTES</b>	<b>58 071</b>	<b>129 307</b>

\* Au 31 décembre 2015 SAVENCIA SA détient 17 200 actions propres classées en valeur mobilières de placement et affectées aux plans de stock-options pour une valeur d'acquisition de 1 004 milliers d'euros. Le cours moyen unitaire des actions sur le mois de décembre 2015 est de 58,00 €. Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 0,1566 % en incluant les 4 769 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice, SAVENCIA SA détenait 2 280 actions propres. Le pourcentage global du capital auto-détenu représentait 0,0729 %.en incluant les 7 952 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Les valeurs mobilières représentent le placement de liquidités et les actions propres. En fin d'exercice, lorsque la valeur de marché est inférieure au prix de revient, une provision est comptabilisée.

### 3.6 Capitaux propres

Le capital social de 14 032 930 euros est divisé en 14 032 930 actions de 1 euro chacune, dont 9 327 176 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2015, le principal actionnaire connu de la société est SOPARIND SCA qui détient directement 66,64 % du capital et 79,31 % en droits de vote. Par ailleurs, au 9 février 2016, le relevé des titres au Porteur montre que la société Silchester Northern Trust (GB) détient 8,5 % du capital de la société SAVENCIA SA.

#### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Primes		Écart de réévaluation	Réserves			Report à nouveau	Subventions d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
	Capital social	d'actions et de fusion		Réserve légale	réglées	Autres réserves					
<b>Situation au 01/01/2015 (avant affectation des résultats)</b>											
	14 033	73 231	378	1 613		326 922	343 793		11 053	4 332	775 355
Réduction de capital											
Provisions fiscalement réglementées											
Reprise de provisions									- 2 623		- 2 623
Dotation de l'année									496		496
Subventions d'investissements											
Remboursées dans la période											
Réintégrées dans les résultats											
Distribution de dividendes							- 11 226				- 11 226
Autres prélèvements											
Affectation aux réserves											
Dividendes non distribués (actions propres détenues)											
							6				6
Imputations en report à nouveau											
							4 332			- 4 332	
<b>Résultat 2015</b>										<b>38 942</b>	<b>38 942</b>
<b>SITUATION AU 31/12/2015 (AVANT AFFECTATION DES RÉSULTATS)</b>											
	14 033	73 231	378	1 613		326 922	336 905		8 926	38 942	800 950

Des options d'achats d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux et/ou dirigeants de la société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. Depuis le plan 2006, la période d'acquisition des droits a été portée à 4 ans durant laquelle la présence dans les sociétés affiliées du Groupe est obligatoire. Les cessions sont autorisées après un blocage de 2 ans suivant l'exercice des options.

Année d'attribution	Plan en cours jusqu'en	Prix d'exercice en euro/action	Options attribuées	Options en circulation
2006	2016	68,73	50 000	46 500
2007	2017	75,84	65 000	59 500
2008	2018	42,78	85 000	55 280
2009	2019	51,14	40 000	32 000
2010	2020	57,11	80 000	71 000
2011	2021	46,87	80 000	73 000
<b>TOTAL</b>			<b>400 000</b>	<b>337 280</b>

Lorsque le cours de Bourse de l'action SAVENCIA SA à la clôture est supérieur au prix d'exercice, une provision pour risque est comptabilisée à hauteur des stock-options attribuées et restant à acquérir. Cette provision s'élève à 1 937 milliers d'euros en 2015 contre 793 millions d'euros en 2014.

La cotisation sociale est calculée sur la plus faible des valeurs de marché et/ou de juste valeur comme prévu par la réglementation en vigueur.

### 3.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont impactées par l'issue des contrôles fiscaux, par les moins-values latentes sur plan de stocks options et par différents litiges relatifs à la propriété intellectuelle.

### 3.8 Échéancier des dettes et créances

En milliers d'euros	Échéances			
	Montant total	- d'1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Dettes</b>				
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	168 330	20 000	64 666	83 664
Dettes financières diverses	483 308	483 308		
Dettes d'exploitation et diverses	24 639	20 439	4 200	
<b>TOTAL</b>	<b>676 277</b>	<b>523 747</b>	<b>68 866</b>	<b>83 664</b>

Les dettes financières diverses principalement composées de billets de trésorerie seront soit renouvelées à court terme soit remboursées par les lignes de crédit à moyen terme dont dispose SAVENCIA SA.

Les emprunts et dettes financières diverses sont libellés en euros.

La baisse de l'endettement brut est corrélée à la baisse des disponibilités et des comptes courants financiers à l'actif.

En milliers d'euros	Montant total	- d'1 an	+ d'1 an
<b>Créances</b>			
Créances d'exploitation, financières et diverses	34 870	34 170	700
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	61 120	59 714	1 406
<b>TOTAL NET DE PROVISIONS</b>	<b>95 990</b>	<b>93 884</b>	<b>2 106</b>

### 3.9 Trésorerie

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans présentés :

En milliers d'euros	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	61 120	129 307
Comptes courant financiers filiales à l'actif	18 684	141 315
Concours bancaires et billet de trésorerie	- 470 106	- 503 737
Comptes courant financiers filiales au passif	- 12 279	- 34 475
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE</b>	<b>- 402 581</b>	<b>- 267 590</b>

### 3.10 Opérations avec les entreprises liées

<i>En milliers d'euros</i>	Montants concernant les		Montants représentés par des effets de commerce
Poste du bilan	Entreprises liées	Parties liées	
<b>Créances</b>			
<b>Actif immobilisé</b>			
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations brutes	1 140 515	8 850	
Créances sur participations	215 742		
Autres titres immobilisés		2 226	
<b>Actif circulant</b>			
Créances clients	5 438		
Autres créances	20 356		
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 382 051</b>	<b>11 076</b>	
<b>Dettes</b>			
<b>Dettes financières</b>			
Dettes rattachées à des participations	12 279		
<b>Dettes non financières</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 330		
Dettes sur immobilisations			
Autres dettes	9 045		
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>29 654</b>		
<b>Charges et produits financiers</b>			
Charges financières	- 5 877		
Produits financiers	8 323	131	
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS</b>	<b>2 446</b>	<b>131</b>	

Toutes les transactions conclues avec des parties liées l'ont été à des conditions normales.

### 3.11 Comptes de régularisation et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>156</b>	<b>320</b>

Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et de commissions bancaires.

#### Produits à recevoir

Pour 2 535 milliers d'euros en 2015 contre 1 732 milliers d'euros en 2014, ces montants correspondent d'une part aux produits d'intérêts relatifs à des prêts, placements de trésorerie et opérations de couverture et d'autre part à une moins-value sur stocks options facturées aux entités du groupe.

<b>Charges à payer</b>	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :		
Emprunts et dettes financières divers	1 582	1 657
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 973	5 054
Dettes fiscales et sociales	270	280
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>6 825</b>	<b>6 991</b>

### 3.12 Engagements financiers et garanties reçues ou données

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Au 31/12/2015</b>	<b>Au 31/12/2014</b>
<b>Engagements reçus</b>		
Titres de participations et autres titres	312	312
Crédit-bail immobilier		673
Cautions bancaires		
<b>Engagements donnés</b>		
Crédit-bail immobilier		673
Indemnités de départ à la retraite*	113	109
Lignes de crédit allouées en filiales	125 770	144 271
* Les engagements en matière de retraite sont externalisés auprès de la société Eparinter. La juste valeur des actifs versés à ce titre est de 76 milliers d'euros.		

Les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimés probables donnent lieu à leur prise en compte.

### Couverture des risques de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux existants au 31 décembre 2015 sont de 413 millions d'euros en valeur nominale et concernent une entreprise liée.

### 3.13 Crédit-bail

Le crédit-bail se rapportant à un immeuble de bureaux est arrivé échéance le 28 février 2015, l'option correspondante a été levée.

La cession a été réalisée le 12 mai 2015 pour un montant de 213 milliers d'euros.

Les redevances du crédit-bail versées en 2015 s'élèvent à 460 milliers d'euros et le montant cumulé au 28 février 2015 est de 30 389 milliers d'euros.

Si la société avait été propriétaire de l'immeuble, les amortissements qui auraient été pratiqués se seraient élevés en cumul au 28 février 2015 à 15 314 milliers d'euros et pour le seul exercice 2015 à 138 milliers d'euros.

À l'issue de l'exercice de l'option, l'immeuble a été apporté, le 2 juin 2015 pour sa valeur réelle à une filiale d'exploitation détenue à 100 %.

### 3.14 Personnel

La masse salariale pour l'exercice 2015 est de 227 milliers d'euros. L'effectif au 31 décembre 2015 est de 2 personnes.

Les rémunérations des membres des organes de Direction et d'administration se sont élevées à 244 milliers d'euros.

### 3.15 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

### 3.16 Filiales et participations

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par SAVENCIA SA	Montant des cautions et avals fournis par SAVENCIA SA	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
						brute	nette					
<b>A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication</b>												
<b>1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)</b>												
<b>France</b>												
SAS	Étude et recherches	SOREDAB - La Boissière École (78)	75	5 198	98	74	74			10 876	2 560	1 950
SAS	Prestataire de services	SOGASI - Viroflay (78)	25 910	1 833	100	27 980	27 980			15 680	979	
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy EUROPE – Viroflay (78)	294 760	185 078	100	429 363	429 363				49 775	35 371
SA	Holding	ALLIANCE LAITIÈRE EUROPÉENNE - Paris (75)	231 900	166 564	90	212 295	212 295				- 134	
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy INTERNATIONAL – Viroflay (78)	132 842	- 63 657	100	213 033	213 033	18 684			- 29 201	
SAS	Holding	Cie DES MAITRES FROMAGERS - Viroflay (78)	38	- 30	100	71	7				- 5	
<b>Étranger</b>												
SARL	Holding	BONGRAIN – EUREXPAN BV - Breda (Pays-Bas)	10 414	327 558	100	256 055	256 055				6 662	7 000
<b>2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)</b>												
<b>France</b>												
SA	Traitement produits laitiers	LACTO SERUM FRANCE* - Baleycourt (55)	2 203	46 216	25	2 961	2 961					
SNC	Prestataire de services	SB AUDIT - Viroflay (78)	75	33	35	27	27			111	3	
SAS	Holding	FINANCIÈRE LOUIS* - Paris (75)	24 369	2 804	10	5 889	4 055	2 226				
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>												
Filiales françaises (ensemble)						16	16					
Filiales étrangères (ensemble)						1 601	566					
* Données financières 2015 non disponibles.												



## 6. Résultats des cinq derniers exercices

Article R. 225-81, R. 225-83 et R. 225-102 du Code de Commerce.

<i>En euros et unités</i>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	15 432 216	15 432 216	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'actions émises	15 432 216	15 432 216	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires HT.	35 113 189	16 173 953	13 863 988	16 083 530	21 741 606
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	57 236 102	- 4 697 573	906 000	- 4 844 983	31 712 554
Impôt sur les bénéfices	- 12 126 605	- 11 160 295	- 10 325 098	- 4 437 754	- 9 260 089
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	74 750 755	4 121 815	- 1 953 246	4 331 730	38 941 932
Montant des bénéfices distribués	17 005 604	18 221 091	14 019 350	11 220 780	
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)</b>					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	4,49	0,42	0,80	- 0,03	2,92
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	4,84	0,27	- 0,14	0,31	2,78
Dividende versé à chaque action	1,20	1,30	1	0,80	
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	278 052	236 704	298 261	259 116	226 802
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	66 722	- 41 421	89 363	201 063	147 697

# 7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2015)

## Aux Actionnaires

### Savencia SA

42, rue Rieussec

78220 Viroflay

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Savencia SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Comme décrit en note 1.3 de l'annexe, votre société détermine la valeur d'inventaire des titres de participation en prenant en considération la quote-part de capitaux propres de chaque filiale ainsi que leur potentiel économique et financier basé sur une actualisation des flux futurs de trésorerie. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 mars 2016

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Amélie Wattel

**KPMG AUDIT ID SAS**

Jean-Charles Simon

## **ATTESTATION DU DIRECTEUR FINANCIER**

J'atteste à ma connaissance que les comptes 2015 figurant dans ce rapport financier sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion figurant en page 3 de ce rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Viroflay, le 20 avril 2016

Olivier de Sigalony  
Directeur Financier

**SAVENCIA SA**  
Société Anonyme au capital de 14 032 930 €  
Siège social : « L'Alliance » - 42, rue Rieussec - 78223 Viroflay cedex (France)  
Tél : +33 (0) 1 34 58 63 00 - RCS Versailles B 847 120 185

